

RAPPORT DE L'ECRI SUR LE ROYAUME-UNI

(sixième cycle de monitoring)



Adopté le 3 juillet 2024

Publié le 25 octobre 2024

European Commission
against Racism and Intolerance

ECRI
Commission européenne
contre le racisme et l'intolérance

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| AVANT-PROPOS | 4 |
| RÉSUMÉ | 5 |
| CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS | 7 |
| I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS | 7 |
| A. ORGANISMES DE PROMOTION DE L'EGALITE | 7 |
| B. ÉDUCATION INCLUSIVE | 8 |
| C. MIGRANTES ET MIGRANTS EN SITUATION IRREGULIERE | 13 |
| D. ÉGALITE DES PERSONNES LGBTI | 15 |
| II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE | 18 |
| A. DISCOURS DE HAINE | 18 |
| B. VIOLENCE MOTIVEE PAR LA HAINE..... | 19 |
| III. INTÉGRATION ET INCLUSION | 23 |
| A. MIGRANTS ET MIGRANTES | 23 |
| B. ROMS ET GENS DU VOYAGE | 29 |
| IV. THÈMES SPÉCIFIQUES AU ROYAUME-UNI | 31 |
| RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE | 34 |
| LISTE DES RECOMMANDATIONS | 35 |
| BIBLIOGRAPHIE | 38 |
| ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT | 47 |

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), mise en place par le Conseil de l'Europe, est une instance indépendante de monitoring dans le domaine des droits humains spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la citoyenneté, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance. Elle est composée de membres indépendants et impartiaux, désignés sur la base de leur autorité morale et de leur expertise reconnue dans le traitement des questions relatives au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à l'intolérance.

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'ECRI mène des travaux de monitoring par pays, qui analysent la situation dans chacun des États membres du Conseil de l'Europe pour ce qui est du racisme et de l'intolérance et formule des suggestions et propositions pour le traitement des problèmes identifiés.

Le monitoring par pays de l'ECRI concerne l'ensemble des États membres, sur un pied d'égalité. Les travaux se déroulent suivant des cycles de 5 ans. Les rapports du premier cycle ont été achevés à la fin de 1998, ceux du deuxième cycle à la fin de 2002, ceux du troisième cycle à la fin de 2007, ceux du quatrième cycle au début de 2014 et ceux du cinquième cycle à la fin de 2019. Les travaux du sixième cycle ont débuté fin 2018.

Les méthodes de travail pour l'élaboration des rapports comprennent des analyses documentaires, une visite dans le pays concerné, puis un dialogue confidentiel avec les autorités nationales.

Les rapports de l'ECRI ne sont pas le résultat d'enquêtes ou de dépositions de témoins, mais d'analyses basées sur un grand nombre d'informations émanant de sources très variées. Les études documentaires reposent sur un nombre important de sources écrites nationales et internationales. La visite sur place permet de rencontrer les milieux directement concernés (gouvernementaux et non gouvernementaux) et de recueillir des informations détaillées. Le dialogue confidentiel avec les autorités nationales permet à celles-ci de fournir, si elles l'estiment nécessaire, des commentaires sur le projet de rapport en vue de corriger d'éventuelles erreurs factuelles qui pourraient être contenues dans le texte. À l'issue de ce dialogue, les autorités nationales peuvent, si elles le souhaitent, demander à ce que leurs points de vue soient reproduits en annexe au rapport définitif de l'ECRI.

Les rapports par pays du sixième cycle sont centrés sur trois thèmes communs à tous les États membres : (1) Égalité effective et accès aux droits, (2) Discours de haine et violence motivée par la haine, et (3) Intégration et inclusion, et sur un certain nombre de thèmes spécifiques à chacun d'entre eux.

Dans le cadre du sixième cycle, une mise en œuvre prioritaire est, à nouveau, requise pour deux recommandations spécifiques choisies parmi celles figurant dans le rapport. Au plus tard deux ans après la publication de ce rapport, l'ECRI mettra en œuvre un processus de suivi intermédiaire concernant ces deux recommandations.

Le rapport qui suit a été élaboré par l'ECRI sous sa seule et entière responsabilité. Sauf indication contraire expresse, il rend compte de la situation en date du 10 avril 2024. En principe, les développements intervenus après cette date ne sont donc pas couverts par l'analyse qui suit, ni pris en compte dans les conclusions et propositions qui y figurent.

Depuis l'adoption du cinquième rapport de l'ECRI sur le Royaume-Uni, le 29 juin 2016, des progrès ont été accomplis et de bonnes pratiques ont été développées dans un certain nombre de domaines.

L'ECRI se félicite du site web « faits et chiffres » créé en 2017 par le gouvernement britannique sur les groupes ethniques ; ces données détaillées sont précieuses dans la conception des politiques de lutte contre la discrimination.

Les organisations juives se sont dites satisfaites du soutien politique qu'elles ont reçu des autorités, notamment après l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023 contre Israël et la guerre d'Israël qui a suivi à Gaza. L'ECRI se félicite en outre de la nomination en 2019 d'un conseiller indépendant du gouvernement britannique sur l'antisémitisme.

L'ECRI se félicite également des efforts consacrés dans l'ensemble du Royaume-Uni au développement de la diversité au sein des forces de police ; la proportion de policières et policiers de minorités ethniques n'avait ainsi jamais été aussi élevée qu'en décembre 2022.

Le ministère de l'Intérieur a lancé en septembre 2023 un programme d'employabilité des personnes réfugiées pour répondre aux besoins spécifiques de ce groupe et le soutenir dans la recherche d'un emploi.

Au pays de Galles, d'utiles plans d'action en rapport avec le mandat de l'ECRI ont été publiés en 2022 et 2023 et sont en cours de déploiement, notamment le plan d'action LGBTQ+, le plan d'action gouvernemental 2023-2028 pour l'égalité des personnes non binaires et le plan de lutte contre le racisme au pays de Galles.

En Écosse, un programme prometteur de renforcement de la littératie raciale a été conçu sous la direction de l'agence gouvernementale *Education Scotland*, en concertation avec des organisations et des pédagogues ayant une solide expérience de la prévention de la discrimination raciale.

L'ECRI se félicite de ces développements positifs. Cependant, malgré les progrès accomplis, certains points demeurent préoccupants.

Le budget annuel de la Commission pour l'égalité et les droits humains (EHRC), l'organisme national de promotion de l'égalité de Grande-Bretagne, a chuté de 60 millions de livres sterling en 2008-2009 à son niveau actuel de

17,1 millions de livres sterling pour l'ensemble de ses activités, ce qui a inévitablement entraîné des compressions d'effectifs et notablement réduit sa capacité de s'acquitter intégralement de sa mission.

Les personnes noires et de minorités ethniques sont moins présentes au sein du corps enseignant que dans l'ensemble de la population du Royaume-Uni (4 %, voire 1,8 % en Écosse) ; en plus de quoi un nombre disproportionné d'entre elles ne restent pas longtemps dans l'enseignement.

Le gouvernement britannique a publié en 2018 un plan d'action LGBTI assorti de 75 engagements sur la manière dont il entendait améliorer la vie des personnes LGBTI. La mise en œuvre en a malheureusement été stoppée lorsqu'une nouvelle équipe a pris la relève à la tête du gouvernement conservateur à l'été 2019.

L'ECRI observe avec appréhension la montée du discours de haine contre les personnes de confession juive, déclenchée par le retour des tensions et de la violence au Moyen-Orient en 2023, en particulier après l'attaque terroriste du 7 octobre et la guerre qui s'en est suivie à Gaza, à la suite de l'attaque terroriste du 7 octobre et de la guerre qui a suivi à Gaza, l'ECRI a également observé une augmentation marquée du discours de haine anti-musulmans, en particulier en ligne.

L'ECRI est très préoccupée par la récente multiplication des attaques, par exemple à la bombe incendiaire, de commerces appartenant à des personnes issues de l'immigration à Belfast (Irlande du Nord), ainsi que de lieux de culte utilisés par des minorités religieuses, notamment des mosquées ; des paramilitaires pourraient dans les deux cas y être associés dans une certaine mesure, mais la police aurait été réticente à enquêter efficacement de peur de perturber la paix fragile qui s'est instaurée entre groupes paramilitaires.

L'intégration harmonieuse des personnes nouvellement reconnues réfugiées au Royaume-Uni bute notamment sur le délai trop bref qui leur est imparti (28 jours) pour passer du système d'aide à l'asile au régime général de prestations, ce qui laisse toujours sans abri ni ressources nombre de bénéficiaires de la protection internationale nouvellement admis.

Dans le présent rapport, l'ECRI demande aux autorités de prendre des mesures dans un certain nombre de domaines et formule une série de recommandations, dont les suivantes :

Les autorités devraient encourager les établissements scolaires à procéder avec rigueur à l'enregistrement du harcèlement raciste et anti-LGBTI de sorte qu'il soit possible de définir des politiques à long terme de lutte contre ces formes de harcèlement, y compris en ligne, flanquées de mesures énergiques de sensibilisation — comme des campagnes, ou des semaines ou mois de la lutte contre telle ou telle forme de racisme ou d'intolérance.

Les autorités devraient en priorité définir et adopter pour l'Angleterre, en étroite concertation avec les acteurs concernés de la société civile, un nouveau plan d'action national pour les personnes LGBTI conforme à la Recommandation de politique générale n° 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI*.

Les autorités devraient faire davantage pour apporter leur appui et s'associer à un large dialogue avec les organisations qui surveillent et combattent le racisme envers les personnes musulmanes et, à la lumière de sa Recommandation de politique générale n° 5 (révisée) sur la prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans, prendre en concertation avec ces organisations et les organismes représentant les communautés musulmanes toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité des

personnes musulmanes, en particulier les femmes, et celle de leurs bâtiments culturels, éducatifs et religieux.

Les autorités devraient en priorité prolonger le délai de passage de l'aide en cours de demande d'asile au régime général de protection sociale bien au-delà de 28 jours, de sorte qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'aide, notamment en ce qui concerne le logement et les versements indispensables à la subsistance*.

Les autorités britanniques devraient adopter une stratégie nationale spécifique pour les communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage, après avoir dûment consulté leurs représentantes et représentants, les organisations de la société civile concernées et les organismes de promotion de l'égalité, et affecter des crédits suffisants à la mise en œuvre de cette stratégie ainsi qu'à son évaluation indépendante et régulière.

Les autorités britanniques devraient s'assurer que les lois et politiques de lutte contre le terrorisme et la violence criminelle ne sont pas directement ou indirectement discriminatoires à l'égard des groupes qui relèvent du mandat de l'ECRI, en particulier les personnes musulmanes, noires ou d'ascendance africaine, et mieux demander des comptes à la police en cas d'acte raciste ou de profilage racial, notamment en finançant à hauteur suffisante des actions telles que les enquêtes de *l'Independent Office for Police Conduct*.

* Les recommandations de ce paragraphe feront l'objet d'un processus de suivi intermédiaire par l'ECRI

au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS

A. Organismes de promotion de l'égalité

1. La Commission pour l'égalité et les droits humains (*The Equality and Human Rights Commission*, EHRC) est à la fois organisme national de promotion de l'égalité de Grande-Bretagne (Angleterre, pays de Galles et Écosse) et institution nationale des droits de l'homme pour l'Angleterre et le pays de Galles, mais aussi pour l'Écosse sur les questions relevant de pouvoirs non délégués au gouvernement écossais. Il s'agit d'un organisme public créé par législation parlementaire (partie 1 de la loi sur l'égalité de 2006) ; sa compétence couvre le secteur public comme privé. Elle surveille le respect de la législation sur l'égalité, dont l'obligation d'égalité dans le secteur public (*Public Sector Equality Duty*, PSED)¹ ; les critères protégés incluent notamment la race, la religion ou les croyances, l'orientation et la conversion sexuelles. Les conclusions qui figuraient dans le rapport précédent de l'ECRI sur son mandat et ses compétences restent valables².
2. La Commission d'Irlande du Nord pour l'égalité (*Equality Commission for Northern Ireland*, ECNI) est un organisme public indépendant non ministériel créé par la loi de 1988 sur l'Irlande du Nord avec statut d'organisme de promotion de l'égalité en Irlande du Nord. Le décret de 1997 sur les relations interraciales (*Race Relations Order*, RRO) la charge de travailler à l'élimination de la discrimination, de promouvoir l'égalité des chances et les bonnes relations entre les personnes de « groupes raciaux » différents en général, de surveiller le bon fonctionnement du décret et, à la demande du ministère (*Executive Office of Northern Ireland*) ou lorsqu'elle le juge elle-même opportun, de préparer et de soumettre des amendements du décret.
3. L'EHRC déclare qu'organisme exécutif public non ministériel, elle est indépendante du gouvernement dans son action. La loi la met à l'abri des instructions que pourraient lui donner des ministres pour lui imposer des tâches ou lui faire modifier des documents qu'elle publie³. C'est le ministère des Femmes et de l'Égalité qui a le dernier mot en ce qui concerne la nomination du président et des membres de son conseil, à l'issue d'un concours ouvert. La Commission est financée par le Bureau gouvernemental pour l'égalité⁴, mais elle a toute latitude sur le recrutement du personnel.
4. La contraction notable du budget de l'EHRC inquiète beaucoup l'ECRI. L'enveloppe est progressivement retombée de 60 millions de livres sterling en 2008-2009 au niveau actuel de 17,1 millions de livres sterling pour l'ensemble des activités de la Commission, ce qui a inévitablement réduit ses effectifs et considérablement érodé sa capacité de s'acquitter intégralement de sa mission. Il avait été calculé en 2012 que le budget minimum nécessaire à son bon fonctionnement était de 17,1 millions de livres sterling. C'est le montant qu'elle reçoit depuis 2020, bien que l'inflation ait entraîné une réduction en valeur réelle. L'ECRI a connaissance d'inquiétudes sur les difficultés qu'éprouve l'EHRC à fonctionner efficacement. Elle a également appris que l'ECNI ne disposerait pas de ressources suffisantes pour remplir ses missions, après plus de dix ans de compressions annuelles successives de son budget, et avec une nouvelle réduction de 10 % proposée par le Bureau exécutif pour 2023-24.

¹ [The Public Sector Equality Duty \(PSED\) | EHRC \(equalityhumanrights.com\)](#)

² Voir ECRI (2016), rapport sur le Royaume-Uni (5^e cycle de monitoring), paragraphes 23-25, paragraphes 131-134.

³ Voir *Cabinet Office & Equality and Human Rights Commission* (novembre 2019), [Framework Document](#).

⁴ [How we work with government | Equality and Human Rights Commission \(equalityhumanrights.com\)](#)

5. L'ECRI recommande aux autorités britanniques de fournir à l'EHRC et à l'ECNI les ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter efficacement et intégralement de leurs mandats respectifs.
6. Le ministère de l'Intérieur a signé en 2021 avec l'EHRC un accord à valeur juridique de deux ans où sont définies les mesures qu'il prendrait pour remédier à ce qui constituerait un manquement à respecter la législation sur l'égalité⁵. Cet accord a été prolongé jusqu'en mars 2024⁶. L'ECRI ne doute pas que le Gouvernement britannique agira avec détermination pour mettre promptement en œuvre l'accord dans son intégralité.
7. L'EHRC a informé l'ECRI qu'elle a lancé en 2021 un programme d'aide financière aux victimes de discrimination raciale pour leur permettre d'avoir accès à des juristes, par exemple pour porter plainte contre un employeur ou un prestataire de services lorsque cela se justifie. Depuis son lancement, la Commission a ainsi approuvé le financement d'au moins 37 affaires⁷. Le programme n'accepte plus de nouvelles affaires actuellement ; il n'était initialement ouvert qu'aux personnes ayant recruté leur propre avocat, mais l'EHRC a ensuite désigné un panel d'avocats⁸. L'ECRI déplore l'interruption d'une **pratique** aussi **prometteuse**.

B. Éducation inclusive

8. La loi de 2010 sur l'égalité interdit aux établissements scolaires toute discrimination envers les élèves sur la base des critères qui y sont définis⁹. Les autorités des quatre nations du Royaume-Uni ont adopté des documents d'orientation sur l'encouragement de l'éducation inclusive dans les établissements scolaires¹⁰ et publient des directives à l'intention du personnel enseignant et des directions d'établissement à ce sujet¹¹.
9. En Angleterre, les droits humains figurent dans les programmes d'éducation à la citoyenneté, une matière obligatoire du programme national des 11 à 14 ans (*key stage 3*) et des 14 à 16 ans (*key stage 4*). Cet enseignement est conçu par le personnel de l'établissement. Au pays de Galles, les droits humains sont une matière transversale obligatoire des programmes scolaires de 3 à 16 ans¹².
10. L'enseignement de l'histoire des Roms (y compris le génocide des Roms de la seconde guerre mondiale) et celui de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation semblent actuellement varier considérablement d'un établissement à l'autre au Royaume-Uni. L'ECRI ne s'en félicite pas moins des actions « Mois de l'histoire des Noirs » et « Mois des Tsiganes, des Roms et des Gens du voyage ». Elle invite les autorités concernées à en profiter pour prévoir pour tous les élèves pendant ces plages de temps des cours obligatoires de sensibilisation au racisme et à la discrimination raciale à l'égard des personnes noires et d'ascendance africaine ainsi qu'envers les personnes appartenant aux communautés « tsiganes », roms

⁵ Guardian (1^{er} avril 2021), [Home Office signs legal agreement to ensure Windrush failures are not repeated | Home Office | The Guardian](#)

⁶ EHRC (12 juillet 2023), [Equality watchdog extends Home Office legal agreement to improve practices following Windrush et the Guardian \(1^{er} avril 2021\), Home Office signs legal agreement to ensure Windrush failures are not repeated.](#)

⁷ De nombreuses affaires sont pendantes ; au moins sept d'entre elles ont été tranchées en faveur des personnes concernées.

⁸ Voir [Equality Advisory and Support Service \(equalityadvisoryservice.com\)](#).

⁹ Les caractéristiques mentionnées dans la loi sur l'égalité de 2010 sont la race, la religion ou les convictions, l'orientation sexuelle et la conversion sexuelle.

¹⁰ Voir par exemple la loi du gouvernement écossais [Anti-Racism in Education Programme — gov.scot \(www.gov.scot\)](#) (AREP), qui vise à doter l'Écosse d'un système éducatif fondamentalement non discriminatoire sur le critère de la « race »,

¹¹ Par exemple, site web d'*Educate Against Hate*. Voir [Education inspection framework \(EIF\) — GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).

¹² Sont en particulier concernées la connaissance et la compréhension des Conventions des Nations Unies relatives respectivement aux droits de l'enfant et aux droits des personnes handicapées. Voir article 64 de la loi de 2021 (pays de Galles) sur les programmes et l'évaluation ([Curriculum and Assessment \(Wales\) Act 2021 \(\(legislation.gov.uk\)](#)).

et de Gens du voyage, en mettant l'accent sur la « racisation » passée et contemporaine qui les a particulièrement affectés¹³.

11. Lors de la visite de l'ECRI au Royaume-Uni, des organismes de la société civile qui travaillent avec des familles roms et de Gens du voyage ont évoqué le besoin d'un environnement pédagogique plus inclusif et respectueux des spécificités culturelles. L'ECRI ne doute pas que les autorités concernées prendront encore des mesures, en concertation avec les organisations de Gens du voyage et de Roms, pour créer un environnement de ce type dans les établissements scolaires.
12. En Irlande du Nord, la loi sur l'éducation intégrée adoptée en avril 2022 en réponse au degré élevé de ségrégation scolaire (de nombreux établissements sont de *facto* exclusivement « catholiques » ou « protestants ») impose au ministère de l'Éducation d'encourager et de soutenir l'éducation intégrée et d'augmenter le nombre d'écoles mixtes. Des crédits supplémentaires ont été débloqués à cette fin par le Gouvernement britannique. Cette action paraît importante pour faire progresser la société post-conflit, mais aussi pour favoriser un environnement scolaire plus inclusif pour les enfants d'horizons religieux différents¹⁴. L'ECRI soutient énergiquement cette approche.
13. En Irlande du Nord, le programme d'histoire contient une série de contenus minimaux obligatoires et peut couvrir l'histoire des personnes noires. Il incombe cependant à chaque enseignant de décider si, par exemple, le mois de sensibilisation à l'islam et le mois de l'histoire des personnes noires sont repris dans l'enseignement. De même, l'histoire des « Tsiganes », des Roms et des Gens du voyage ou la décolonisation ne sont pas enseignées partout ; l'ECRI estime que ces enseignements devraient être obligatoires pour tous les élèves, et que le personnel enseignant devrait pouvoir s'appuyer sur des consignes plus détaillées et une norme minimale en la matière.
14. L'ECRI se félicite du programme de renforcement de la littératie raciale conçu en Écosse sous la direction d'*Education Scotland* avec le concours d'organisations et de pédagogues ayant une bonne expérience pratique de la prévention de la discrimination raciale¹⁵. Le *Curriculum for Excellence* écossais (programmes scolaires pour l'excellence) offre aux élèves la possibilité de bénéficier d'un enseignement aux droits humains¹⁶. Le personnel enseignant doit adapter aux besoins locaux l'enseignement des droits humains et de la lutte contre la discrimination. Cela signifie par exemple que les établissements ne couvrent pas partout les Roms, les personnes s'identifiant comme « Tsiganes » et/ou Gens du voyage, ou les personnes LGBTI, selon la présence ou l'absence d'élèves de ces groupes. L'ECRI invite les autorités écossaises concernées à s'assurer que l'éducation aux droits humains traite de tous les groupes relevant de son mandat présents dans l'ensemble du pays, sans se cantonner à la situation locale.
15. Le gouvernement gallois s'est engagé par le Plan d'action antiraciste du pays de Galles (publié pour la première fois en 2022)¹⁷ à intégrer des pratiques de promotion de l'égalité raciale et de lutte contre le racisme dans son système éducatif, pour rendre le pays de Galles exempt de discrimination d'ici 2030. Il a mis

¹³ Dans le cadre de ses travaux, par « racisation », l'ECRI entend le processus consistant à conférer certaines caractéristiques et attributs présentés comme intrinsèques à un groupe relevant de son mandat, à construire de fausses hiérarchies sociales en termes raciaux et à y associer l'exclusion et l'hostilité. Pour plus ample information, voir l'[Avis de l'ECRI sur le concept de « racisation »](#) (2021).

¹⁴ Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2022), rapport faisant suite à sa visite au Royaume-Uni du 27 juin au 1^{er} juillet 2022, p. 8, résumé et p. 44-45, paragraphe 157.

¹⁵ Voir [Building Racial Literacy Programme: FOI release — gov.scot \(www.gov.scot\)](#).

¹⁶ Gouvernement écossais, *Policy for Scottish Education: Learning for Sustainability*. Consultable à <https://education.gov.scot/education-scotland/scottish-education-system/policy-for-scottish-education/policy-drivers/learning-for-sustainability>

¹⁷ [Anti-racist Wales Action Plan | GOV.WALES](#)

à jour en 2021 ses directives en matière de programmes scolaires, où il a fait figurer des enseignements sur les diverses communautés, dont l'histoire de la population noire, des Asiatiques et d'autres groupes ethniques minoritaires¹⁸.

16. L'ECRI se félicite que l'éducation à la santé et aux relations interpersonnelles, dont l'éducation sexuelle et l'éducation sur les personnes LGBTI tenant compte de l'âge des élèves, figure partout dans les programmes scolaires au Royaume-Uni. Les visites ont néanmoins révélé qu'il faudrait faire davantage pour arriver à une mise en œuvre cohérente sur l'ensemble du territoire.
17. Les autorités écossaises ont introduit et financé l'éducation inclusive LGBT en Écosse. Il est attendu de toutes les collectivités locales qui gèrent des centres préscolaires et des établissements primaires et secondaires qu'elles intègrent l'éducation inclusive LGBT dans tous les programmes. Les ressources pédagogiques de l'éducation inclusive LGBT¹⁹ comprennent des notes de cours, une boîte à outils de mise en œuvre et d'évaluation à l'intention des établissements et une formation en ligne de sensibilisation du personnel enseignant²⁰. L'enseignement portant sur les relations, la santé sexuelle et la parentalité que prévoit le programme scolaire dans le domaine de la santé et du bien-être aborde les relations entre personnes du même sexe, les stéréotypes de genre et les transidentités. L'ONG TIE²¹ a produit du matériel pédagogique sur les questions LGBT dans des matières comme les mathématiques (par exemple sur Alan Turing²²) et les sciences. L'école primaire Castleton de Glasgow serait le premier établissement primaire à intégrer pleinement l'éducation inclusive LGBT dans son programme scolaire. L'ECRI juge que l'intégration de l'éducation inclusive LGBT dans les écoles écossaises, moyennant le concours d'ONG spécialisées, est une **bonne pratique**.
18. En septembre 2022, l'éducation aux relations et à la sexualité adaptée au stade de développement (*Relationships and Sexuality Education*, RSE) est devenue obligatoire pour tous les élèves du pays de Galles²³. Le plan d'action LGBTQ+ pour le pays de Galles (publié en février 2023) propose une vision parfaitement inclusive des personnes LGBTQ+²⁴.
19. En Irlande du Nord, les parents peuvent dispenser leur enfant de certains aspects du programme de RSE, et les questions LGBTI ne figurent pas dans les formations à l'enseignement. L'ECRI encourage les autorités concernées à rendre la RSE obligatoire pour tous les élèves d'Irlande du Nord et à inclure les questions LGBTI dans les formations à l'enseignement.
20. Il a été dit à l'ECRI que l'expérience des personnes intersexuées n'est pas suffisamment prise en compte dans la RSE au Royaume-Uni, et que nombre d'élèves en ignorent tout. L'enseignement sur l'intersexualité n'est pas obligatoire à l'école et n'a de place qu'en biologie humaine. L'ECRI pense que les autorités devraient préparer, en concertation avec les parties prenantes concernées, y compris les organisations de la société civile qui défendent les droits humains des

¹⁸ [Annual report on implementation of the recommendations from the Black, Asian and Minority Ethnic Communities, Contributions and Cynefin in the New Curriculum Working Group report \[HTML\] | GOV.WALES.](#)

¹⁹ Sky News (23 août 2023), [Castleton Primary School in Glasgow fully embeds LGBT inclusive education.](#)

²⁰ Consultable à www.lgbteducation.scot.

²¹ [Time for Inclusive Education \(tie.scot\)](#) est l'association écossaise pour l'éducation inclusive LGBT. Elle est financée par le gouvernement écossais et soutient la mise en œuvre de la politique d'éducation inclusive LGBT.

²² Alan Turing était un mathématicien, informaticien, logicien, cryptanalyste, philosophe et théoricien de la biologie anglais. Il a aidé le gouvernement britannique à mettre au point la technologie qui a permis de décrypter les communications secrètes de l'Allemagne nazie pendant la seconde guerre mondiale. Il a été contraint par le même gouvernement en 1952 de se soumettre à une castration chimique après avoir été poursuivi pour actes homosexuels. On estime que le travail de Turing a écourté la guerre de deux ans et sauvé 14 millions de vies ([Alan Turing — Wikipedia](#)).

²³ <https://www.gov.wales/lgbtq-action-plan-wales-contents>, p. 35 et [Curriculum for Wales — Hwb \(gov.wales\)](#)

²⁴ Gouvernement gallois (2023), *LGBTQ+ Action Plan for Wales*, <https://www.gov.wales/lgbtq-action-plan-wales>.

personnes intersexuées, des plans de sensibilisation ainsi que de lutte contre toute discrimination envers ce groupe à l'école.

21. Les directives du ministère de l'Éducation aux écoles et collèges d'Angleterre sur la manière de répondre aux élèves qui souhaitent changer de genre ont été adoptées en décembre 2023²⁵. Des ONG LGBTI ont indiqué que nombre d'élèves transgenres ne se sentent plus à l'aise à l'école. Une recommandation prévoyant que les écoles informent les parents du souhait de l'enfant de changer de genre a suscité des controverses. Des organismes représentant les personnes transgenres se sont inquiétés de ce que le gouvernement ne les consulte pas sur les questions qui les concernent²⁶. L'ECRI invite les autorités à veiller à ce que toute directive concernant les élèves transgenres ne soit émise qu'après consultation de toutes les parties prenantes, et à ce que priorité soit donnée aux droits, au bien-être et à la sécurité de ces élèves.
22. Des études révèlent la présence de harcèlement, y compris de cyberharcèlement, pour des motifs relevant du mandat de l'ECRI dans les établissements scolaires de toutes les nations du Royaume-Uni. Une enquête menée sur tout le territoire et publiée en 2021 a montré que deux fois plus d'élèves LGBT que d'élèves non LGBT déclarent avoir été victimes de harcèlement à l'école²⁷. Les organisations travaillant auprès des familles de Gens du voyage et de Roms en Angleterre ont informé l'ECRI que le harcèlement à l'école touche 70 % des enfants de ces groupes. Le harcèlement raciste, antimusulman, homophobe et transphobe serait répandu dans les établissements scolaires d'Écosse, y compris en ligne, et plus de deux cinquièmes des élèves de minorités ethniques auraient été victimes de brimades et de harcèlement racistes en Irlande du Nord.
23. La loi impose aux écoles de se doter d'un code de comportement qui interdise toutes les formes de harcèlement ; le ministère de l'Éducation a publié des directives à ce sujet à l'intention des établissements²⁸. Ces derniers ne sont toutefois pas tenus d'enregistrer ni de signaler le harcèlement.
24. Le gouvernement écossais a formulé en 2019 des règles générales uniformes d'enregistrement et de suivi du harcèlement pour tous les établissements d'Écosse, et a émis des consignes à l'intention des autorités locales et des écoles²⁹. Une étude publiée en 2023 par *Education Scotland* a révélé que les écoles ne les suivaient pas toutes. Des inquiétudes persistent quant à la manière dont les comportements racistes sont reconnus, traités et enregistrés à l'école.
25. Le document d'orientation *Rights, Respect, Equality* (droits, respect, égalité) du gouvernement gallois a caractère contraignant en matière de lutte contre le harcèlement ; il contient des directives à l'intention des établissements scolaires sur l'identification et le traitement des brimades et du harcèlement motivés par des préjugés³⁰ ; toutes les affaires de ce type devraient ainsi être enregistrées avec précision, de sorte que les établissements puissent suivre leur évolution et prévenir la discrimination sous quelque forme que ce soit. L'ECRI constate que le Plan d'action antiraciste du pays de Galles et le Plan d'action LGBTQ+ pour le pays de

²⁵ Department for Education (décembre 2023), *Gender Questioning Children, Non-statutory guidance for schools and colleges in England, Draft for consultation*.

²⁶ Voir *the Guardian* (30 mars 2023), [Sunak promises guidelines for schools on issues of gender identity](#).

²⁷ <https://www.gov.wales/lgbtq-action-plan-wales-contents>, p. 35, qui cite l'étude *Just Like Us* (Milsom 2021) qui avait montré que dans les 12 mois précédents, 43 % des élèves LGBT+ avaient été harcelés, contre 21 % des élèves non LGBT.

²⁸ Gouvernement britannique (2013), *Guidance: Preventing bullying*. Consultable à <https://www.gov.uk/government/publications/preventing-and-tackling-bullying>.

²⁹ Gouvernement écossais (2017), *Respect for All: national approach to anti-bullying*. Consultable à <https://www.gov.scot/publications/respect-national-approach-anti-bullying-scotlands-children-young-people/>.

³⁰ Gouvernement gallois, *School bullying: Rights, respect, equality guidance*. Consultable à <https://www.gov.wales/school-bullying>

Galles prévoient que le gouvernement gallois prenne à l'avenir des mesures pour permettre la collecte et le suivi des données sur tout le territoire gallois³¹.

26. Les écoles d'Irlande du Nord doivent enregistrer les affaires de harcèlement ; mais comme le signalent les organisations de la société civile, elles ne savent pas avec certitude comment ces statistiques peuvent être utilisées. La loi de 2016 sur la lutte contre le harcèlement à l'école³² et son décret d'application de 2021 donnent une définition commune du harcèlement et imposent aux écoles d'enregistrer tous les cas, avec le motif. Les dossiers sur les affaires de harcèlement motivé par des préjugés ne sortent toutefois pas des établissements. Ces derniers hésitent à communiquer des données à ce sujet parce que cela pourrait leur nuire, par exemple dans les classements comparatifs fondés sur les performances.
27. L'ECRI sait que le Royaume-Uni a pour politique de confier dans l'ensemble du pays une grande liberté et des responsabilités étendues aux établissements ; elle s'inquiète cependant de ce que l'enregistrement des affaires de harcèlement soit laissé aux établissements. Il semble que ces derniers ne soient pas très portés à enregistrer l'intégralité des cas. L'absence de centralisation des données réunies freine la définition de politiques concertées de lutte contre le harcèlement.
28. L'ECRI recommande aux autorités concernées d'encourager les écoles à procéder avec rigueur à l'enregistrement du harcèlement raciste et anti-LGBTI, de sorte qu'il soit possible de définir des politiques à long terme de lutte contre ces formes de harcèlement, y compris en ligne, flanquées de mesures énergiques de sensibilisation — comme des campagnes, ou des semaines ou mois de la lutte contre telle ou telle forme de racisme ou d'intolérance.
29. Il semblerait qu'en Angleterre et au pays de Galles, la proportion de personnes noires dans le corps enseignant soit inférieure au poids relatif de ces groupes dans la population (4 %), et qu'un nombre disproportionné de personnes noires et issues d'autres minorités ethniques ne restent pas longtemps dans l'enseignement. Lors de sa visite au Royaume-Uni, la délégation de l'ECRI a appris que les personnes issues d'une minorité noire ou d'une autre minorité ethnique ne constituent que 1,8 %³³ du corps enseignant écossais alors que la part de toutes les minorités ethniques dans la population écossaise générale est de 4,5%³⁴. Les autorités écossaises ont indiqué avoir mis en place un dispositif d'évaluation sur la diversification du corps enseignant ; leur objectif est que ce dernier reflète par ses taux de recrutement et de fidélisation la composition de la population d'ici à 2030.
30. L'ECRI recommande aux autorités concernées du Royaume-Uni de faire procéder à des études et de définir des stratégies pour améliorer la diversité des effectifs enseignants, et d'améliorer le recrutement, les carrières et la rétention des personnes noires et d'ascendance africaine ou d'autres origines ethniques minoritaires au sein du corps enseignant — tout cela en concertation avec les parties prenantes.
31. Depuis juillet 2015, la loi sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité (partie 5, risque d'entraînement dans le terrorisme)³⁵ impose aux établissements scolaires de Grande-Bretagne de tenir compte au quotidien de la nécessité de protéger les

³¹ Voir the Welsh Government's Anti-racist Wales Action Plan, e.g. p. 21, 22, 26 et 33, https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2022-06/anti-racist-wales-action-plan_0.pdf et 2023 LGBTQ+ Action Plan <https://www.gov.wales/lgbtq-action-plan-wales-contents>, p. 34-35.

³² Department for Education (14 avril 2021): [Schools to implement Addressing Bullying Act | Department of Education \(education.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/92484/Schools_to_implement_Addressing_Bullying_Act.pdf).

³³ Sur la base des données de 2022. Voir [Diversity in the Teaching Profession – Annual Data report](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/92484/Diversity_in_the_Teaching_Profession_-_Annual_Data_report.pdf), page 4

³⁴ Voir Audit Scotland's Annual Diversity Report 2022/2023, page 11, consultable à https://audit.scot/uploads/docs/report/2023/as_annual_diversity_2022_23.pdf

³⁵ [Counter-Terrorism and Security Act 2015 \(legislation.gov.uk\)](https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2015/62/section/5).

élèves du risque d'être entraînés dans le terrorisme. On attend du responsable désigné de la protection de l'établissement et des chefs d'établissement qu'ils identifient les enfants présentant un risque de radicalisation et qu'ils se demandent ensuite s'il faut ou non les orienter vers le programme gouvernemental de prévention de la radicalisation (stratégie *Prevent*)³⁶. L'ECRI³⁷ a déjà exprimé les inquiétudes que lui inspirait — et lui inspire toujours — cette stratégie, qui nourrit la discrimination à l'égard des élèves de religion musulmane. D'après les dernières données officielles disponibles pour l'Angleterre et le pays de Galles, d'avril 2022 à mars 2023, l'extrémisme islamiste, l'une des onze catégories³⁸, figure dans environ 7 % des signalements transmis par les prestataires de services d'éducation. Dans le même temps, plusieurs organismes de la société civile rencontrés lors de la visite de 2023 au Royaume-Uni estiment que l'orientation vers la stratégie *Prevent* demeure révélatrice d'une atmosphère de suspicion à l'égard des élèves musulmans³⁹. L'ECRI encourage les autorités concernées à dispenser des formations au personnel enseignant et aux autres professionnels de l'éducation pour faire en sorte que tout signalement éventuel et orientation effective d'élèves vers la stratégie *Prevent* en raison de préoccupations « islamistes » ne se traduisent pas par une forme quelconque de stigmatisation des élèves de religion musulmane ou perceptibles comme tels.

C. Migrants et migrants en situation irrégulière

32. Il n'existe pas de statistique fiable sur la migration irrégulière au Royaume-Uni. Les autorités britanniques font état de 14 570 renvois en 2022, de 10 113 en 2021 et de 8 392 en 2020⁴⁰.
33. Des politiques adoptées en 2012 empêchent les personnes en situation irrégulière au Royaume-Uni d'accéder à des services de base et obligent les prestataires à vérifier le statut des personnes immigrées et à transmettre aux services de l'immigration les informations ainsi obtenues. La loi de 2023 sur la migration irrégulière⁴¹, qui prive toute personne entrant irrégulièrement au Royaume-Uni de la possibilité de voir sa demande de protection internationale traitée au Royaume-Uni, et l'insuffisance des capacités d'éloignement d'un grand nombre de personnes en situation irrégulière ou dont la demande de protection internationale n'a pas été examinée, conduisent à penser que des milliers d'entre elles restent indéfiniment au Royaume-Uni, dans des situations juridiquement précaires. L'ECRI pense que la légalisation des éloignements automatiques pourrait être incompatible avec les normes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ; elle risque de surcroît d'éroder la cohésion sociale en polarisant la société par « normalisation » de l'hostilité à l'égard des personnes nouvellement arrivées, et de nourrir un discours public ultranationaliste et xénophobe instrumentalisant les questions d'asile à des fins politiques. L'ECRI exhorte donc les autorités

³⁶ Les autorités ont diffusé des conseils pour faciliter la prise de décision – [Guidance on managing risk of radicalisation in your education setting — GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/guidance/managing-risk-of-radicalisation-in-your-education-setting)

³⁷ Voir ECRI (2016), Cinquième rapport sur le Royaume-Uni, paragraphe 86.

³⁸ Individuals referred to [Prevent: to March 2023 — GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/publications/prevent-to-march-2023), décembre 2023. Voir en particulier le tableau 14 de la feuille de calcul intitulée "Individuals Referred to and supported through the Prevent Programme, England and Wales, April 2022 to March 2023", qui indique que les professionnels du secteur de l'éducation ont fait 181 signalements « islamistes » ; sur un total de 2 684, d'avril 2022 à mars 2023

³⁹ Voir aussi Amnesty International (novembre 2023), "This is the thought police": The Prevent duty and its chilling effect on human rights, <https://www.amnesty.org.uk/prevent>, pp. 3, 11, 33-35, 38, 62, et ONU, Comité des droits de l'enfant (2 juin 2023), Observations finales concernant le rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord valant sixième et septième rapports périodiques (CRC/C/GBR/CO/6-7), paragraphe 26.

⁴⁰ Retours volontaires et forcés cumulés. Voir les données sur le site [Immigration system statistics data tables, year ending March 2023 — GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/statistics/immigration-system-statistics-data-tables-year-ending-march-2023)

⁴¹ La loi contre l'immigration irrégulière interdit l'asile au Royaume-Uni à toute personne qui y entre de manière irrégulière, après avoir traversé — même brièvement — un pays où elle n'a pas été persécutée. Elle l'empêche de présenter une demande de protection des réfugiés ou d'autres droits humains, aussi fondée soit-elle, et d'être admise à entrer, rester ou s'installer au Royaume-Uni.

britanniques à revoir leur législation à la lumière des normes du Conseil de l'Europe et d'autres normes internationales.

34. En Angleterre, tous les enfants d'âge scolaire (5 à 16 ans), quel que soit leur statut au regard de l'immigration, doivent suivre une scolarisation à plein temps et y ont droit. L'ECRI constate que les autorités nationales ont donné des directives à cet effet aux collectivités locales responsables de l'éducation⁴².
35. En ce qui concerne l'accès aux services de santé, les autorités britanniques indiquent que les soins de santé primaires (rendez-vous chez un médecin généraliste) et les soins d'urgence sont gratuits pour toute personne vulnérable, quel que soit son statut au regard de l'immigration. Bien qu'il ne soit en principe pas obligatoire de produire des documents pour s'inscrire auprès d'un médecin généraliste, la plupart des cabinets en exigent certains qu'une personne en situation irrégulière ne serait pas en mesure de présenter, ce qui la priverait de *facto* d'accès aux soins de santé⁴³.
36. Un protocole d'accord signé en janvier 2018 entre le ministère de l'Intérieur, NHS Digital (le service informatique du *National Health Service*, l'organisme de sécurité sociale d'Angleterre) et le ministère de la Santé et de la Protection sociale d'Angleterre est venu formaliser des ententes antérieures de communication d'informations qui permettaient depuis longtemps déjà au ministère de l'Intérieur d'accéder aux données démographiques des patients et patientes à des fins de contrôle de l'immigration. Les autorités du Royaume-Uni ont informé l'ECRI de la dénonciation de ce protocole d'accord en janvier 2019. Selon les organismes de la société civile rencontrés lors de la visite de l'ECRI au Royaume-Uni, les données sur les migrantes et les migrants en situation irrégulière au Royaume-Uni seraient transmises par le NHS aux autorités chargées de l'immigration lorsque des factures de soins n'ont pas été réglées au bout de deux mois⁴⁴. La crainte de l'expulsion qui peut résulter de cette pratique inciterait les personnes en situation irrégulière à ne pas se faire soigner, même quand elles en auraient grand besoin.
37. L'ECRI rend hommage au *Safe Surgeries Toolkit*⁴⁵ de Médecins du monde, qui aborde les problèmes que rencontrent les migrants et migrantes en situation vulnérable, notamment en situation irrégulière, dans l'accès aux soins de santé, ainsi que le risque de transmission de données aux services de l'immigration. Elle considère les conseils formulés dans cette « boîte à outils » comme de **bonnes pratiques**.
38. Dans le domaine du logement, l'ECRI observe avec inquiétude que la législation sur l'immigration impose aux propriétaires de vérifier le statut de leurs locataires potentiels au regard de l'immigration⁴⁶ et érige en infraction pénale le fait de louer sciemment un logement à des personnes en situation irrégulière⁴⁷.

⁴² [School applications for foreign national children and children resident outside England - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/611112/School_applications_for_foreign_national_children_and_children_resident_outside_England_-_GOV.UK.pdf). En ce qui concerne l'exercice du droit à l'éducation des enfants accompagnant des parents ou des tuteurs migrants placés en rétention administrative, l'ECRI a été informée de discussions en cours entre le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Intérieur. Il est fait référence à cet égard aux travaux des organes compétents du Conseil de l'Europe, notamment la Commissaire aux droits de l'homme, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) et le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) sur les questions relatives à la rétention des migrants.

⁴³ *An Obstacle Course, Homelessness and the Right to Housing in England*, Amnesty International, juin 2022, p. 29.

⁴⁴ C'est également ce qu'ont confirmé la British Medical Association et les autorités du Royaume-Uni, qui mentionnent les factures de plus de 500 livres sterling impayées au bout de plus de deux mois. Voir <https://www.bma.org.uk/media/4927/bma-health-implications-of-the-hostile-environment-dec-2021.pdf>. Si une personne est sans ressources, les poursuites pour dette peuvent être temporairement suspendues.

⁴⁵ Voir <https://www.doctorsoftheworld.org.uk/wp-content/uploads/2021/10/Safe-Surgeries-Toolkit-2021.pdf>

⁴⁶ Voir [Checking your tenant's right to rent: Who you have to check - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/611112/Checking_your_tenant_s_right_to_rent_Who_you_have_to_check_-_GOV.UK.pdf). Voir aussi <https://freemovement.org.uk/briefing-what-is-the-hostile-environment-where-does-it-come-from-who-does-it-affect/>.

⁴⁷ [Access denied: The human impact of the hostile environment | IPPR](https://www.ippr.org/2022/06/01/access-denied-the-human-impact-of-the-hostile-environment), p. 7.

39. Dans le domaine de l'emploi, la loi de 2016 a également érigé le travail illicite en infraction pénale⁴⁸, ce qui permet aux services de répression de l'immigration irrégulière de confisquer les revenus⁴⁹.
40. L'ECRI recommande aux autorités de s'efforcer : 1) d'abroger la législation qui érige en infraction pénale le fait de louer un logement à des personnes en situation irrégulière dans le pays ou de les employer, et 2) de mettre en place des « pare-feux » interdisant formellement aux loueurs de logements et aux prestataires de soins de santé de communiquer des données sur le statut juridique des migrantes et migrants aux services de l'immigration, comme le demande sa Recommandation de politique générale n° 16 sur la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination.

D. Égalité des personnes LGBTI⁵⁰

41. La carte et l'indice 2023 de *Rainbow Europe* classent le Royaume-Uni en 17^e place sur 49 pays évalués, pour un score global de 53,39 %⁵¹. Avec quelque 1,7 million de personnes LGBTI, auxquelles s'ajoutent 250 000 à 500 000 personnes qui se réclament d'une variance de genre⁵², le Royaume-Uni dispose d'un système efficace de collecte de données sur les personnes LGBT, mais pas sur les personnes intersexuées⁵³.
42. L'égalité des personnes LGBTI figure dans la loi de 2010 sur l'égalité, qui fait figurer le sexe, l'orientation et la conversion sexuelles⁵⁴ parmi les caractéristiques protégées des personnes LGBTI. Le texte ne mentionne pas explicitement l'identité de genre. L'interprétation du terme « sexe » a suscité un débat en 2023⁵⁵. L'EHRC a répondu à une demande d'avis du gouvernement que le définir comme le sexe biologique dans la loi sur l'égalité clarifierait plusieurs points sur le plan juridique, mais porterait atteinte aux droits des personnes transgenres dans certains domaines⁵⁶. L'ECRI pense que les autorités devraient envisager sérieusement, en concertation avec l'EHRC et les organismes concernés de la société civile, la possibilité de modifier la loi de 2010 sur l'égalité pour y faire spécifiquement figurer l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles parmi les motifs interdits de discrimination.
43. La loi de 2004 sur la reconnaissance du genre prévoit la reconnaissance légale du genre sans chirurgie ni traitement hormonal, mais moyennant d'autres conditions et procédures obligatoires⁵⁷. L'ECRI invite les autorités à revoir la loi sur la

⁴⁸ Pour la définition du travail illicite donnée dans la loi, voir [Immigration Act 2016 \(legislation.gov.uk\)](https://legislation.gov.uk)

⁴⁹ [Access denied: The human impact of the hostile environment | IPPR](#), p. 7.

⁵⁰ Sur la terminologie, voir le [glossaire](#) de l'ECRI.

⁵¹ [Country Ranking | Rainbow Europe \(rainbow-europe.org\)](#)

⁵² Expert indépendant de l'ONU sur les questions d'OSIG (2023), paragraphe 2. Voir [end-of-mission statement](#), 5 May 2023. Census data from England and Wales on sexual orientation, [ici](#).

⁵³ Le recensement de 2021 pour l'Angleterre et le pays de Galles a inclus pour la première fois des questions sur l'OSIG.

⁵⁴ Il y est dit qu'une personne présente la caractéristique protégée de conversion sexuelle si elle a suivi ou se propose de suivre un traitement (ou une partie de traitement) dans le but de changer de sexe par modification de traits psychologiques ou autres distinctifs de son sexe. Cette définition couvre les personnes transgenres.

⁵⁵ Y compris au parlement. Voir [The definition of "sex" in the Equality Act 2010 to be debated by MPs - Committees - UK Parliament](#)

⁵⁶ Voir aussi Expert indépendant de l'ONU sur les questions d'OSIG (5 mai 2023), Country visit to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (24 April-5 May 2023), [End of mission statement](#), paragraphes 21 et 22 ; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (11 mai 2023) [UK: Keep calm and respect diversity, says UN expert | OHCHR](#).

⁵⁷ La loi définit les conditions requises pour un changement légal de genre. Ce sont : 1) un diagnostic de dysphorie de genre confirmé dans un rapport médical ; 2) un rapport médical décrivant tous les actes médicaux effectués, comme intervention chirurgicale ou traitement hormonal ; 3) une déclaration solennelle indiquant que le demandeur a l'intention de vivre dans le nouveau genre jusqu'à sa mort ; 4) la preuve écrite qu'il a vécu dans le nouveau genre pendant au moins deux ans. Toutes les preuves doivent être soumises à un comité de reconnaissance du genre, composé d'un juge et de professionnels de la santé. Si la demande est acceptée, le demandeur reçoit un certificat de reconnaissance du genre. L'âge minimum est de 18 ans.

reconnaissance du genre à la lumière de sa RPG n° 17 sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI.

44. Le Gouvernement britannique a opposé son veto au projet de loi écossaise sur la reconnaissance légale du genre par libre identification, car de nombreux interlocuteurs rencontrés pendant la visite y voyaient un conflit de compétences plutôt que sur le fond⁵⁸. Malgré un recours en justice, le veto du Gouvernement britannique a prévalu devant le tribunal le 8 décembre 2023⁵⁹ et le gouvernement écossais a déclaré le 20 décembre 2023 qu'il ne ferait pas appel de la décision⁶⁰. Le texte, s'il avait reçu la sanction royale, aurait supprimé toute exigence de preuve ou d'évaluation médicale et abaissé l'âge minimum à 16 ans en Écosse. Il aurait en outre introduit un délai de réflexion de trois mois.
45. Il existe en Angleterre sept cliniques d'identité de genre qui proposent un diagnostic de dysphorie de genre, des psychothérapies et des traitements hormonaux ainsi que l'orientation vers une chirurgie de conversion sexuelle. Le pays de Galles et l'Irlande du Nord possèdent chacun une clinique de ce type, et l'Écosse quatre pour adultes et une pour les jeunes. Où qu'elles se trouvent au Royaume-Uni, les personnes transgenres doivent attendre plusieurs années des soins d'affirmation de genre. Des crédits supplémentaires ont été offerts aux cliniques, mais le nombre de personnes aiguillées vers les établissements existants a augmenté en parallèle et les délais d'attente restent longs⁶¹. L'ECRI espère que des mesures continueront d'être prises pour améliorer l'accès effectif des personnes transgenres à des soins affirmatifs de genre.
46. L'interdiction des thérapies dites «de conversion» est envisagée depuis longtemps au Royaume-Uni, mais aucun projet de loi concret n'y a été présenté⁶². L'ECRI se félicite du service d'aide aux victimes que le Gouvernement britannique a mis en place en octobre 2022 à l'intention des personnes exposées à des tentatives de conversion. Elle invite les autorités concernées à préparer une législation complète interdisant tout acte visant à convertir ou à changer l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre d'un ou d'une mineure, ainsi que tout acte de ce type visant des adultes contre leur gré — cela en s'inspirant de sa Recommandation de politique générale n° 17 sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, ainsi que des autres normes du Conseil de l'Europe en la matière.
47. Le fait d'être une personne LGBTI peut justifier une demande d'asile au Royaume-Uni, et certains avocats se sont spécialisés à un certain degré dans ces affaires⁶³. L'ECRI regrette cependant que la ministre de l'Intérieur en poste à l'automne 2023 ait remis en question le droit à l'asile pour appartenance à un groupe LGBTI⁶⁴. Sa déclaration a suscité de vives critiques, y compris au sein de la communauté LGBTI⁶⁵.
48. En ce qui concerne les personnes intersexuées, une enquête menée en 2018 par le Gouvernement britannique montre qu'elles ont une moins bonne expérience des

⁵⁸ Expert indépendant de l'ONU sur les questions d'OSIG (2023), paragraphes 9-20, consultable à <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/sexualorientation/statements/eom-statement-UK-IE-SOGI-2023-05-10.pdf>. Le gouvernement appuie sa position sur l'[article 35 de la loi sur l'Écosse](#).

⁵⁹ Voir la décision de justice consultable à https://www.scotcourts.gov.uk/docs/default-source/cos-general-docs/pdf-docs-for-opinions/2023csoh89.pdf?sfvrsn=f2051764_1

⁶⁰ Voir [Meeting of the Parliament: 20/12/2023 | Scottish Parliament Website](#)

⁶¹ Expert indépendant de l'ONU sur les questions d'OSIG (2023), paragraphes 60-63, consultable à <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/sexualorientation/statements/eom-statement-UK-IE-SOGI-2023-05-10.pdf>.

⁶² Voir à ce sujet [The prevalence of conversion therapy in the UK — GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).

⁶³ Voir [LGBT Asylum | Claim Asylum In The UK \(danielcohenimmigration.com\)](#).

⁶⁴ Voir [Being gay isn't reason enough to claim asylum, says UK government official | Euronews](#).

⁶⁵ Voir [Suella Braverman condemned over LGBTQ refugee comments \(thepinknews.com\)](#).

services de santé publique, y compris en santé mentale et en santé sexuelle, que les autres personnes LGBTI.

49. L'ECRI a appris que le Gouvernement britannique a lancé en 2019 un appel à informations sur les variations de caractéristiques sexuelles (VCS, Intersexuation). L'appel portait sur l'expérience des personnes nées avec de telles variations et les répercussions que cela avait eues. Un rapport sera publié en temps opportun.
50. Selon les organismes de la société civile consultés par l'ECRI lors de sa visite au Royaume-Uni, les interventions chirurgicales non thérapeutiques sur des enfants intersexes sont encore courantes ; parents et enfants seraient très mal informés de leurs effets, comme la stérilité. L'une des principales difficultés semble être qu'il n'y a pas de véritable registre de ces opérations ni des réinterventions ultérieures, souvent multiples, ou que ces documents n'existent que sur papier.
51. L'ECRI recommande au Gouvernement britannique d'adopter une législation spécifique interdisant les interventions chirurgicales médicalement inutiles dites « de normalisation » du sexe et autres traitements non thérapeutiques jusqu'à ce que l'enfant intersexe soit en mesure de participer à la décision, sur la base du droit à l'autodétermination et du principe du consentement libre et éclairé ; le gouvernement devrait en outre veiller à ce que, lorsque des personnes intersexuées ont subi des interventions médicales sans leur consentement, elles aient accès à leur dossier médical complet et à un soutien approprié, avec suivi médical et psychologique.
52. Le Gouvernement britannique a publié en 2018 un plan d'action LGBTI assorti de 75 engagements sur la manière dont il entendait améliorer la vie des personnes LGBTI⁶⁶. La relève intervenue à la tête du gouvernement conservateur à l'été 2019 a stoppé la mise en œuvre de ce plan⁶⁷. L'ECRI a aussi appris lors de sa visite au Royaume-Uni qu'il n'y avait jamais eu de stratégie LGBTI en Irlande du Nord.
53. L'ECRI se félicite en revanche que le gouvernement gallois ait présenté en février 2023 un ambitieux plan d'action LGBTQ+, préparé en étroite concertation avec des partenaires de la société civile. Le but du gouvernement gallois serait de faire du pays de Galles la nation la plus accueillante d'Europe pour les personnes LGBTQ+. Ce plan couvre notamment la collecte de données, les soins de santé, l'inclusivité dans l'éducation et au travail, les demandes d'asile et les personnes réfugiées, ainsi que la participation à la vie galloise dans la culture et le sport. Il reflète une approche intersectionnelle⁶⁸. Le plan d'action 2023-2028 du gouvernement écossais pour l'égalité non binaire⁶⁹ a été publié le 16 novembre 2023⁷⁰. Il a été préparé par un groupe de travail créé en 2019, où étaient représentés le gouvernement, la société civile et les personnes non binaires. L'ECRI estime que les autorités concernées d'Angleterre et d'Irlande Nord devraient s'inspirer de ces travaux pour définir et adopter des plans d'action LGBTI pour d'autres régions du Royaume-Uni.
54. L'ECRI recommande en priorité de définir et d'adopter pour l'Angleterre, en étroite concertation avec les acteurs concernés de la société civile, un nouveau plan d'action national pour les personnes LGBTI assorti d'objectifs concrets et mesurables ainsi que d'un calendrier de mise en œuvre et d'une évaluation d'impact. Pour préparer ce plan, les autorités devraient s'inspirer de la

⁶⁶ Voir <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5b39e91ee5274a0bbef01fd5/GEO-LGBT-Action-Plan.pdf>. Juillet 2018. Une note du rapport indique clairement que les personnes intersexuées sont aussi couvertes par le plan.

⁶⁷ [Liz Truss suggests government's LGBT+ action plan has been scrapped \(thepinknews.com\)](https://www.thepinknews.com/news/2019/07/12/liz-truss-suggests-government-s-lgbt-action-plan-has-been-scrapped/).

⁶⁸ Le plan est consultable à [LGBTQ+ Action Plan for Wales | GOV.WALES](https://gov.wales/lgbtq-action-plan-for-wales).

⁶⁹ Le plan définit la personne non binaire comme déclarant avoir un genre entre « homme » et « femme » ou au-delà de ces catégories, fluctuant entre les deux, ou comme dépourvue de genre en permanence ou à un moment donné.

⁷⁰ Il couvre six grands domaines : 1) la participation aux décisions ; 2) les soins de santé ; 3) la législation, l'orientation et l'accès aux services ; 4) les données et les enquêtes ; 5) les enfants et les jeunes ; 6) le sport.

Recommandation de politique générale n° 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI. Il conviendra si nécessaire de demander son soutien au Conseil de l'Europe.

55. L'ECRI recommande par ailleurs aux autorités concernées d'Irlande du Nord de créer un groupe de travail chargé de définir et d'adopter, en étroite concertation avec les acteurs concernés de la société civile et les représentants des communautés LGBTI, un plan d'action national pour les personnes LGBTI, à la lumière de sa Recommandation de politique générale n° 17 sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI.

II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE

A. Discours de haine⁷¹

56. En Angleterre et au pays de Galles, des lois sembleraient interdire les formes les plus graves de discours de haine. La loi de 1986 sur l'ordre public (*Stirring Up Offences in the Public Order Act*), en particulier, criminalise l'incitation à la haine aux motifs de la race, de la religion et de l'orientation sexuelle, avec toutefois un seuil plus élevé pour les deux derniers⁷².
57. La loi sur la sécurité en ligne (*Online Safety Act*) a reçu la sanction royale au mois d'octobre 2023⁷³. L'ECRI a été informé que cette nouvelle loi imposerait des obligations aux services de recherche et aux services d'utilisateur à utilisateur pour lutter contre les contenus illégaux en ligne, notamment le discours de haine⁷⁴. Le régulateur indépendant (Ofcom)⁷⁵ veille au respect de la loi et dispose de pouvoirs de répression à l'encontre des plateformes qui l'enfreignent⁷⁶. Il publiera aussi des directives sur la mise en œuvre de la loi — dont les dispositions ne s'appliqueront toutes que lorsque lesdites directives⁷⁷ auront toutes été publiées.
58. Les personnes immigrées, notamment issues d'un milieu musulman, et les demandeurs d'asile, ont souvent été la cible de discours haineux, y compris de la part de quelques personnalités politiques et hauts responsables de l'État. À titre d'exemple, des acteurs de la société civile ont attiré l'attention de l'ECRI sur des déclarations inacceptables faites par de hauts responsables du Gouvernement britannique, comme la ministre de l'Intérieur en poste en octobre 2022, qui avait qualifié d'invasion l'arrivée des personnes demandant l'asile⁷⁸. Plus tôt, en 2018, un membre du parlement de l'époque, ancien ministre des Affaires étrangères, et plus tard Premier ministre avait pour sa part comparé les femmes musulmanes portant la burqa à des « boîtes aux lettres »⁷⁹. Les accusations contre les personnes demandant l'asile et autres personnes immigrées selon lesquelles elles

⁷¹ Voir les définitions du discours de haine et du crime de haine dans le [glossaire de l'ECRI](#).

⁷² Pour plus ample analyse de la loi sur l'ordre public et d'autres textes en la matière, voir les paragraphes 4 et 9-11 du cinquième rapport de l'ECRI.

⁷³ Voir <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2023/50/enacted>.

⁷⁴ Pour des explications sur le contenu et le but de la loi, voir <https://www.nytimes.com/2023/09/19/technology/britain-online-safety-law.html>.

⁷⁵ Voir [Home — Ofcom](#).

⁷⁶ Les amendes peuvent atteindre 18 millions de livres sterling ou 10 % du chiffre d'affaires global de l'année si le chiffre est supérieur.

⁷⁷ Ces directives ont par exemple été publiées en ligne le 9 novembre 2023 et sont constamment mises à jour. Voir <https://www.ofcom.org.uk/online-safety/information-for-industry/guide-for-services>.

⁷⁸ La ministre de l'Intérieur en fonction en octobre 2022 a qualifié l'arrivée des demandeurs d'asile d'invasion. Voir : <https://www.reuters.com/world/uk/uk-interior-minister-braverman-sent-official-documents-personal-email-six-times-2022-10-31/>.

⁷⁹ Voir [Boris Johnson faces criticism over burka 'letter box' jibe \(bbc.com\)](#)

se prétendraient à tort victimes de l'esclavage moderne sont également courantes⁸⁰.

59. La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a indiqué dans son rapport de 2022 sur le Royaume-Uni que de hauts responsables du gouvernement et des parlementaires avaient contribué au discours d'intolérance et de stigmatisation à l'égard des personnes LGBTI. Ces propos, visant en particulier les personnes transgenres, avaient érodé la confiance dans les autorités au sein des communautés LGBTI et des ONG, y compris celles qui étaient traditionnellement d'importants partenaires du gouvernement dans le déploiement du programme de ce dernier en matière de promotion des droits⁸¹.
60. Le retour des tensions et de la violence au Moyen-Orient au cours de l'année 2023, en particulier les attaques terroristes menées le 7 octobre contre Israël et la guerre d'Israël qui s'en est suivie à Gaza, ont déclenché une vague de discours de haine contre les Juifs. Un phénomène analogue a été observé après le 7 octobre en ce qui concerne les discours de haine visant les personnes musulmanes, en particulier en ligne⁸².
61. La multiplication récente des graffitis et panneaux anti-immigration ainsi que des menaces ont aussi de quoi inquiéter à Belfast (Irlande du Nord)⁸³. Il est ressorti des entretiens qu'a eus l'ECRI avec des organismes de la société civile au cours de sa visite que le Service du logement ainsi que des propriétaires privés avaient été publiquement menacés de représailles s'ils prenaient pour locataires des personnes étrangères (ou des personnes perçues comme telles)⁸⁴. Beaucoup de ces locataires potentiels sont des personnes d'origine ethnique diverse pouvant également être des citoyens britanniques.
62. L'ECRI recommande que les personnalités publiques, comme les hauts représentants de l'État et les personnalités politiques, soient vivement encouragées à condamner publiquement, fermement et promptement tout discours de haine raciste ou anti-LGBTI, à y répondre par un contre-discours et un discours alternatif énergiques, et à promouvoir la compréhension entre les communautés, notamment en affirmant leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine. Elle renvoie à cet égard à sa Recommandation de politique générale no 15 sur la lutte contre le discours de haine, à la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le discours de haine et à la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive, telle qu'approuvée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2443 (2022).

B. Violence motivée par la haine

63. Les dispositions sur le crime de haine applicables à l'Angleterre et au pays de Galles sont réparties entre plusieurs textes, à savoir la loi de 1986 sur l'ordre public (*Public Order Act*, qui mentionne l'incitation à la haine fondée sur la race, la religion ou l'orientation sexuelle), la loi de 1998 sur la criminalité et la perturbation de l'ordre

⁸⁰ ["I'll take dramatic action to stop Channel migrant crisis after 30,000 boats reached UK this year, says Suella Braverman | The Sun..](#)

⁸¹ Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2022), p. 53, consultable à <https://rm.coe.int/report-on-the-visit-to-united-kingdom-from-27-june-to-1-july-2022-by-d/1680a952a5>; Voir déclaration du 11 mai 2023: [UK: Keep calm and respect diversity, says UN expert | OHCHR](#) et <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/sexualorientation/statements/eom-statement-UK-IE-SOGI-2023-05-10.pdf>.

⁸² Pour plus ample information, voir [Antisemitic Incidents Report 2023 — Community Security Trust — Protecting Our Jewish Community](#) et [Greatest Rise in Reported Anti-Muslim Hate Cases to Tell MAMA since Oct 7th — TELL MAMA \(tellmamauk.org\)](#).

⁸³ [West Belfast: Anti-immigration signage a 'hate incident' — BBC News](#).

⁸⁴ Voir à ce propos [Graffiti threat houses will be 'wrecked' if not allocated to 'locals' \(belfastmedia.com\)](#).

public (*Crime and Disorder Act*, infractions spécifiques aggravées par la race ou la religion), la loi de 2020 sur les peines (*Sentencing Act*)⁸⁵ et la loi de 1991 sur les infractions liées au football (*Football Offences Act*)⁸⁶. Toute infraction pénale peut être poursuivie comme crime de haine dès lors qu'immédiatement, avant, pendant ou après sa commission, la personne à l'origine de l'infraction a manifesté de l'hostilité envers la victime sur la base de la race, de la religion, de l'orientation sexuelle ou de l'identité transgenre de cette dernière, ou lorsque l'infraction a été motivée par une hostilité de cette nature. Si une infraction est qualifiée de crime de haine, la motivation haineuse peut alourdir la peine⁸⁷.

64. Les signalements de crimes de haine ont régulièrement progressé d'année en année depuis 2013, mais la police n'en a reçu que 145 214 en Angleterre et au pays de Galles en 2022-23, soit 5 % de moins que l'année précédente. La plupart (70 %) d'entre eux étaient motivés par la race, 17 % par l'orientation sexuelle, 6 % par la religion et 3 % par l'identité transgenre. Plus de la moitié (51 %) ont été qualifiés d'infractions à l'ordre public (comportements menaçants ou insultants, par exemple), et 41 % de violences physiques contre des personnes. Cette même année, les crimes de haine fondés sur l'orientation sexuelle ont été en recul de 6 %, ceux que motivait la haine des personnes transgenres en progression de 11 %.
65. Les crimes de haine peuvent être signalés par des tiers ; cela augmente vraisemblablement les taux de signalement, ce dont l'ECRI se félicite. Des organismes de la société civile ont indiqué à la délégation de l'ECRI, lors de sa visite au Royaume-Uni, que les indications sur la procédure à suivre pour signaler un crime de haine étaient insuffisantes. Les autorités et la société civile s'accordent à dire que le faible nombre de signalements des crimes de haine et la rétractation des rapports⁸⁸ ou des déclarations de témoins restent un grave problème, causé par le manque de confiance de nombreux groupes couverts par le mandat de l'ECRI dans la police et le système judiciaire en général. Les membres des communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage⁸⁹, en particulier, signalent rarement les actes dont ils sont victimes, en raison de cette défiance.
66. Le taux de condamnation est remarquablement élevé dans les poursuites pour crimes de haine, de l'ordre de 85 %⁹⁰. À cet égard, l'ECRI note avec satisfaction que le *Crown Prosecution Service* a émis des directives concernant le traitement des cas de crimes de haine à caractère raciste et religieux d'une part⁹¹, et des cas de crimes de haine LGBTI-phobes d'autre part⁹².

⁸⁵ Porte sur les cas qui attirent des peines plus lourdes en raison de l'hostilité fondée sur la race, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap ou l'identité transgenre.

⁸⁶ Voir <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1991/19/contents>. En pratique, la répression des actes racistes dans le football s'appuie davantage sur la loi de 1986 sur l'ordre public que sur la loi sur les infractions commises à l'occasion des matchs de football.

⁸⁷ La loi sur l'ordre public et la loi sur la criminalité et les troubles à l'ordre public ont été analysées aux paragraphes 4 à 11 du cinquième rapport de l'ECRI. Ces textes n'ayant pratiquement pas été modifiés, les observations et recommandations de l'ECRI les concernant restent valables. La modification ici la plus importante a été apportée en 2017 à l'article 32(4)b de la loi sur la criminalité et les troubles à l'ordre public : la peine maximale a été portée de 7 à 14 ans pour le harcèlement, la traque furtive et la menace de violence aggravés par la race ou la religion.

⁸⁸ Les autorités indiquent que si la victime d'un crime de haine refuse d'être témoin à charge, la police doit en trouver la raison et déterminer comment l'aider. Avec des victimes LGBT, les procureurs doivent employer un langage approprié et non insultant.

⁸⁹ L'ECRI note que « *Gypsy* » et « *Traveller* » (traduits ici par « Tsiganes » et « Gens du voyage ») désignent des groupes traditionnels qui vivent et voyagent au Royaume-Uni depuis des siècles, dont les *Gypsies* roms et les *Travellers* irlandais, qui ont l'anglais comme langue maternelle.

⁹⁰ Les données du *Crown Prosecution Service* (CPS) sont collectées par le système de gestion des affaires et régulièrement publiées. Elles comprennent les renvois, les taux d'inculpation, les poursuites, les condamnations et les aggravations de peines pour les cinq catégories de crimes de haine. Dans les douze mois qui ont précédé septembre 2022, par exemple, le CPS a reçu 10 008 signalements de crimes de haine transmis par la police, il a procédé à 12 808 poursuites pour crimes de haine, avec un taux d'inculpation de 86 %, et un taux de condamnation de 84 %, et l'aggravation de la peine a été prononcée dans 80 % des cas.

⁹¹ [Racist and Religious Hate Crime - Prosecution Guidance | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).

⁹² [Homophobic, Biphobic and Transphobic Hate Crime - Prosecution Guidance | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).

67. En ce qui concerne l'antisémitisme, l'ECRI note que la Community Security Trust (CST)⁹³ a enregistré 4 103 actes antisémites au Royaume-Uni en 2023, le total le plus élevé qui lui ait jamais été signalé dans une année civile. Les deux tiers des actes de 2023, soit 2 699, ont suivi l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre contre Israël et la guerre d'Israël qui s'en est suivie à Gaza ; il y en avait eu 392 au cours de la même période en 2022⁹⁴. L'augmentation est donc de 531 % d'une année sur l'autre. Sur 893 actes antisémites, 265 se sont produits en ligne et 628 ailleurs. Devant cette flambée, à l'automne 2023, le Gouvernement britannique a attribué un crédit non récurrent de 3 millions de livres sterling à la CST pour le renforcement des mesures de protection des écoles juives, des synagogues et autres locaux similaires. En février 2024, il a attribué d'importants crédits supplémentaires⁹⁵ Les représentants des organisations juives rencontrés par l'ECRI se sont déclarés satisfaits du soutien politique qu'ils ont reçu des autorités. L'ECRI se félicite en outre de la nomination en 2019 d'un conseiller gouvernemental indépendant sur l'antisémitisme⁹⁶. Elle encourage ici les autorités à poursuivre activement leur coopération avec les organisations juives pour définir et mettre en œuvre toute autre mesure de sécurité qui pourrait se révéler nécessaire, à la lumière de sa déclaration de 2023 sur la montée de l'antisémitisme en Europe découlant du conflit actuel au Moyen-Orient et de sa Recommandation de politique générale n° 9 (révisée) sur la lutte contre l'antisémitisme et sa prévention.
68. En ce qui concerne la haine antimusulmane, les autorités ont informé la délégation de l'ECRI lors de sa visite au Royaume-Uni qu'au mois d'octobre 2023, en particulier après l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre, d'après les données communiquées par l'ONG Tell MAMA⁹⁷, plus de 700 actes de haine antimusulmane ont été enregistrés, soit sept fois plus qu'au cours du même mois de 2022. Parmi ces actes, 375 ont été commis en ligne. Pour les autres, Tell MAMA a fait part au Gouvernement britannique des inquiétudes que lui inspirent les agressions commises contre des membres de communautés musulmanes dans des grands nœuds de transports. Selon les données de Tell MAMA, 65 % des victimes d'actes antimusulmans sont des femmes⁹⁸. En réponse, à l'automne 2023, par un versement supplémentaire de £4,9 millions, le gouvernement a augmenté les crédits affectés à la sécurité des mosquées et des écoles confessionnelles musulmanes. L'ECRI constate et apprécie ce financement supplémentaire et la coopération des autorités avec Tell MAMA, qui contribue notamment à améliorer la collecte de données sur les actes haineux commis à l'encontre de personnes musulmanes. Il ressort toutefois des observations réunies lors de sa visite au Royaume-Uni que le dialogue est insuffisant avec d'autres organisations de la société civile défendant les droits humains de ces personnes. Il renvoie à ce propos aux recommandations 35 et 39 de sa RPG n° 5 (révisée) sur la prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans.
69. L'ECRI recommande aux autorités britanniques de faire davantage pour apporter leur appui et s'associer à un large dialogue avec les organisations qui surveillent et combattent le racisme envers les personnes musulmanes et, à la lumière de sa Recommandation de politique générale n° 5 (révisée) sur la prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans, et de prendre, en

⁹³ [CST — Protecting Our Jewish Community](#).

⁹⁴ Voir [Huge rise in antisemitic abuse in UK since Hamas attack, says charity | Antisemitism | The Guardian](#).

⁹⁵ En février 2024, le Premier ministre a annoncé que la CST recevrait un financement supplémentaire de £18 millions par an de 2024-2025 à 2027-2028 moyennant la subvention de protection de la communauté juive. Cette somme s'ajoute à l'engagement de £18 millions en 2024-2025 pris à l'occasion de l'état de l'automne.

⁹⁶ Voir [John Mann appointed as independent adviser on antisemitism — GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).

⁹⁷ Voir également [Report in Anti-Muslim Hate or Islamophobia \(tellmamauk.org\)](#).

⁹⁸ [Greatest Rise in Reported Anti-Muslim Hate Cases to Tell MAMA since Oct 7th - TELL MAMA \(tellmamauk.org\)](#).

concertation avec ces organisations et les organismes représentant les communautés musulmanes, toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité des personnes musulmanes, en particulier les femmes, et celle des bâtiments culturels, éducatifs et religieux, en fonction de la taille de la population affectée.

70. La législation, les politiques et la répression sont des compétences déléguées aux gouvernements d'Irlande du Nord et d'Écosse sur leurs territoires en matière de crime de haine. En Écosse, la loi de 2021 sur le crime de haine et l'ordre public (*Hate Crime and Public Order*) entrée en vigueur le 1^{er} avril 2024 conserve les protections du texte précédent contre les infractions aggravées par des préjugés sur la race, la religion, l'orientation sexuelle et l'identité transgenre. Mais il prévoit de nouvelles infractions d'incitation à la haine pour toutes les caractéristiques protégées dans le cadre législatif actualisé, alors que l'incitation à la haine ne couvrait précédemment que la motivation raciste. L'ECRI se félicite que la loi inclue les variations de caractéristiques sexuelles parmi les motifs protégés⁹⁹. Le gouvernement écossais a publié en mars 2023 sa stratégie de lutte contre le crime de haine pour l'Écosse, qui définit les grandes priorités de la lutte contre le crime de haine et les préjugés en Écosse¹⁰⁰. L'ECRI s'en félicite.
71. Une étude indépendante de la législation d'Irlande du Nord sur le crime de haine a été publiée en décembre 2020¹⁰¹. Elle recommandait notamment d'ajouter dans les textes des circonstances aggravantes pour toutes les infractions existantes en Irlande du Nord¹⁰². Le ministère de la Justice d'Irlande du Nord s'est engagé dans sa réponse de 2021¹⁰³ à déterminer, dans une consultation en deux temps, comment mettre en œuvre les recommandations de l'étude¹⁰⁴. Rien n'a ensuite avancé sur le plan législatif pendant les deux ans de paralysie du système politique d'Irlande du Nord. L'ECRI espère que le déblocage de la situation obtenu au début de l'année 2024 accélérera l'adoption et la mise en œuvre du projet de législation sur le crime de haine¹⁰⁵.
72. Lors de sa visite de 2023 au Royaume-Uni, la délégation de l'ECRI a été informée par divers canaux de la récente multiplication des attaques¹⁰⁶, par exemple à la bombe incendiaire, contre des entreprises de Belfast appartenant à des personnes issues de l'immigration. Des lieux de cultes de minorités religieuses, notamment des mosquées, ont aussi été attaqués. La délégation de l'ECRI a en outre été informée que des groupes paramilitaires auraient pu s'associer à ces actes¹⁰⁷ dans une certaine mesure, voire directement en protégeant les auteurs. Selon plusieurs sources, la police se serait montrée réticente à enquêter de peur de compromettre la paix fragile qui s'est instaurée entre groupes paramilitaires.
73. L'ECRI recommande aux autorités concernées, en particulier la police et autres acteurs de la justice pénale, d'enquêter efficacement sur toutes les attaques contre des personnes issues de l'immigration et leurs biens en Irlande du Nord, et de faire en sorte que les responsables soient poursuivis.

⁹⁹ La définition de l'identité transgenre a été actualisée, ce qui a entraîné la création d'une nouvelle caractéristique distincte des variations de caractéristiques sexuelles.

¹⁰⁰ La stratégie est consultable à <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/03/hate-crime-strategy-scotland2/documents/hate-crime-strategy-scotland-march-2023/hate-crime-strategy-scotland-march-2023/govscot%3Adocument/hate-crime-strategy-scotland-march-2023.pdf>.

¹⁰¹ Voir <https://www.justice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/justice/hate-crime-review.pdf>.

¹⁰² *Independent Hate Crime Review Team, 'Hate Crime Legislation in NI: Independent Review'* (DoJ, 2020).

¹⁰³ Voir <https://www.justice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/justice/review-of-hate-crime-legislation-doj-response.pdf>.

¹⁰⁴ 2022, DoJ: *'Improving the Effectiveness of Hate Crime Legislation in NI: A Public Consultation and Call for Views'*.

¹⁰⁵ The Guardian (3 février 2024), [What does return to power sharing mean for Northern Ireland? | Northern Irish politics | The Guardian](#).

¹⁰⁶ Voir aussi [Racist attacks: 'Discomfort with diversity' behind south Belfast incidents - BBC News](#).

¹⁰⁷ [Race hate crimes in one area of Belfast have doubled since 2017 - Investigations & Analysis - Northern Ireland from The Detail](#).

III. INTÉGRATION ET INCLUSION

A. Migrants et migrantes

74. Le Royaume-Uni collecte des données détaillées sur les groupes ethniques. Le site web *Ethnicity facts and figures* (faits et chiffres sur les groupes ethniques), du gouvernement, ouvert en octobre 2017, publie de nombreuses statistiques¹⁰⁸. L'ECRI estime que la collecte et la publication en ligne de ces données constituent une **bonne pratique**.
75. En 2016, le Gouvernement britannique a fait procéder à un audit sur les disparités raciales ; les conclusions en ont été publiées. Il a créé en 2020 la Commission indépendante sur les disparités raciales et ethniques, qui se penche notamment sur l'éducation, la santé, l'emploi et la justice pénale, et a publié un rapport le 31 mars 2021¹⁰⁹. En réponse, le Gouvernement britannique a publié le 17 mars 2022 son plan d'action *Inclusive Britain*¹¹⁰, pour promouvoir une société plus inclusive¹¹¹. De l'avis de l'ECRI, l'emploi de « disparités » ou « disparités raciales et ethniques » dans des documents à caractère d'orientation pose problème. Il ressort des entretiens qu'a eus sa délégation avec des fonctionnaires britanniques que le choix de ces termes partait de l'idée que les disparités étaient principalement dues à la pauvreté qui touche de manière disproportionnée les personnes noires et certaines communautés asiatiques. Cela pourrait avoir pour conséquence non voulue de freiner la prise en compte du racisme et de la discrimination raciale de nature structurelle ou institutionnelle, qui peuvent présenter des recoupements avec l'origine sociale¹¹². L'ECRI invite les autorités britanniques à faire procéder à d'autres études du racisme et de la discrimination raciale prenant particulièrement en compte les facteurs structurels et/ou institutionnels, y compris aux niveaux régional et local.
76. L'ECRI trouve intéressant que le Gouvernement britannique fournisse des crédits aux collectivités locales pour le financement des frais de réinstallation et d'intégration des personnes qui arrivent dans le cadre du programme britannique de réinstallation (UKRS), du programme de réinstallation des citoyens afghans et de la politique de réinstallation et d'assistance aux personnes afghanes. Cette aide est de 850 livres sterling par adulte la première année en raison des frais additionnels d'enseignement de l'anglais. Les personnes réinstallées dans le cadre du programme britannique de réinstallation reçoivent une formation de familiarisation culturelle de trois jours avant leur arrivée au Royaume-Uni, accompagnée d'une brochure contenant des informations utiles sur la vie au Royaume-Uni. Et le Gouvernement britannique a préparé à l'intention des collectivités locales un programme de familiarisation culturelle à distribuer aux personnes logées temporairement en hôtel à leur arrivée d'Afghanistan.
77. Le Royaume-Uni avait accueilli 191 500 Ukrainiens et Ukrainiennes au 30 octobre 2023 depuis le début de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (février 2022). Ces personnes fuyant les hostilités ont trois possibilités

¹⁰⁸ [Ethnicity facts and figures – GOV.UK \(ethnicity-facts-figures.service.gov.uk\)](https://ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/).

¹⁰⁹ https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/974507/20210331_-_CRED_Report_-_FINAL_-_Web_Accessible.pdf.

¹¹⁰ Voir https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1061421/Inclusive-Britain-government-response-to-the-Commission-on-Race-and-Ethnic-Disparities.pdf.

¹¹¹ Voir [Inclusive Britain: government response to the Commission on Race and Ethnic Disparities - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1061421/Inclusive-Britain-government-response-to-the-Commission-on-Race-and-Ethnic-Disparities.pdf). Les autorités galloises ont adopté en 2022 un [plan d'action contre le racisme](#), qui prévoit des actions dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'emploi et du logement, par exemple.

¹¹² Voir à ce sujet, APCE, [Résolution 2432 \(2022\)](#), Lutte contre la discrimination fondée sur l'origine sociale.

pour obtenir un visa de trois ans, qui leur donne accès aux principaux services et prestations¹¹³.

78. À Hong Kong, les personnes qui ont voulu conserver leur lien avec le Royaume-Uni en obtenant le statut de ressortissant britannique d'outre-mer (*British National [Overseas]*, ou BN(O)) en 1997, au moment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, constituent un cas particulier d'immigration. Les titulaires d'un passeport BN(O) de Hong Kong et les personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises peuvent depuis janvier 2021 venir au Royaume-Uni pour y vivre, y étudier et y travailler, avec possibilité de naturalisation¹¹⁴.
79. Malgré tout, l'objectif politique général déclaré du Gouvernement britannique est de mettre en place un « système d'immigration contrôlée » qui réponde aux besoins de l'économie. Toutefois, la politique d'immigration du Gouvernement du britannique a été largement perçue par les observateurs indépendants comme visant à créer un environnement qui dissuade les migrants d'entrer ou de rester dans le pays. Lors de la visite de l'ECRI au Royaume-Uni, plusieurs organismes de la société civile ont indiqué que les politiques précédentes avaient créé des situations inacceptables, comme le scandale « Windrush » de 2018 : il s'agissait de personnes des Caraïbes arrivées au Royaume-Uni sur le passeport de leurs parents entre 1948 et 1970, et qui n'avaient jamais été officiellement enregistrées au Royaume-Uni, de sorte que certaines ont soudain été privées de soins de santé et de leurs droits à la retraite, et 83 ont été expulsées¹¹⁵. Une étude récente a montré que la politique anti-immigration actuelle a provoqué de graves troubles psychologiques chez les personnes noires d'origine caribéenne¹¹⁶.
80. La loi de juillet 2023 sur la migration irrégulière (*Illegal Migration Act*) empêche toute personne, quel que soit son âge, y compris les victimes de la traite, arrivée dans le pays par une voie non réputée légale, de voir sa demande de protection internationale examinée pendant son séjour au Royaume-Uni¹¹⁷. L'adoption de ce texte a criminalisé la présence de ces personnes qui peuvent être détenues dans l'attente de leur prompt expulsion vers leur pays d'origine ou un pays tiers considéré comme sûr par les autorités, tel le Rwanda où leur demande de protection internationale sera traitée. Le nouveau plan annoncé le 14 avril 2022 par le Gouvernement britannique prévoit que les personnes arrivant au Royaume-Uni sans visa ou autre autorisation d'entrée sur le territoire pour y demander l'asile soient envoyées au Rwanda pour que leur demande d'asile y soit traitée et y fasse l'objet d'une décision. Si l'asile est accordé, elles seront autorisées à s'installer au Rwanda et non au Royaume-Uni. L'ECRI renvoie à ce sujet aux critiques émises par les organes internationaux et du Conseil de l'Europe concernés¹¹⁸, et plus généralement à sa déclaration de 2023 sur les conséquences de l'agression de la

¹¹³ Le regroupement familial, si un membre de la famille séjourne déjà au Royaume-Uni ; la prolongation d'un visa existant ; et le parrainage par une personne au Royaume-Uni. Pour plus ample information, voir [Over 500 Ukrainian children stuck waiting for UK visa decision | Immigration and asylum | The Guardian](#).

¹¹⁴ Pour plus ample information, voir : <https://www.gov.uk/guidance/hong-kong-uk-welcome-programme-guidance-for-local-authorities#hong-kong-uk-welcome-programme-summary>.

¹¹⁵ [Windrush scandal explained | Joint Council for the Welfare of Immigrants \(jcw.org.uk\)](#).

¹¹⁶ ['Hostile environment' caused immense distress in black Caribbeans; study finds | Race | The Guardian](#).

¹¹⁷ La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dans sa lettre du 24 mars 2023 aux présidents des chambres basse et haute du Parlement britannique, a critiqué le contenu du projet de loi sur l'immigration irrégulière. Voir <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/parliamentarians-should-uphold-the-united-kingdom-s-international-obligations-when-scrutinising-the-illegal-migration-bill->.

¹¹⁸ L'ECRI observe que d'autres institutions et organes du Conseil de l'Europe, en particulier la Cour européenne des droits de l'homme et le Commissaire aux droits de l'homme, sont mieux placés qu'elle, en raison de leurs mandats respectifs, pour examiner la question de l'expulsion de demandeurs et demandeuses d'asile du Royaume-Uni vers le Rwanda et se prononcer à ce sujet — ce qu'ils ont d'ailleurs fait. Elle sait que si le plan du gouvernement britannique sur la migration est mis en œuvre, y compris les renvois de demandeurs et demandeuses d'asile au Rwanda, cela aura des effets considérables sur le nombre de personnes réfugiées nouvellement reconnues au Royaume-Uni et, par conséquent, sur le déploiement des politiques d'intégration qui les concernent.

Fédération de Russie contre l'Ukraine, où elle rappelait que toute personne qui fuit la guerre ou d'autres situations d'urgence, indépendamment de son origine nationale ou ethnique, de sa nationalité, de la couleur de sa peau, de sa religion, de sa langue, de son orientation sexuelle ou de son identité de genre, devrait se voir proposer rapidement une protection adéquate.

81. Le Gouvernement britannique a publié en 2018 un livre vert sur la stratégie des communautés intégrées¹¹⁹ et a lancé en février 2019 un plan d'action pour ces communautés¹²⁰. Le Gouvernement britannique a en outre publié un guide d'accueil de ces personnes non réinstallées, qui leur donne des repères culturels et facilite leur intégration¹²¹.
82. Le gouvernement gallois a adopté en 2019 son plan *Nation of Sanctuary - Refugee and Asylum Seeker Plan* pour personnes réfugiées et demandant l'asile¹²², qui facilite la coordination des efforts déployés par toutes les organisations qui les aident à réaliser leur plein potentiel. Il assure aussi à ces groupes la gratuité des transports publics, ce dont on ne peut que le féliciter¹²³.
83. Dans tout le Royaume-Uni, l'un des obstacles majeurs à l'intégration harmonieuse des personnes réfugiées nouvellement reconnues est que l'administration ne leur laisse que 28 jours pour passer de l'aide initiale au régime général de prestations sociales¹²⁴. Malgré les utiles changements introduits par le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail et des Retraites britanniques¹²⁵, la brièveté de cette période, l'absence de pilotage dans le système de sécurité sociale et sur le marché du logement privé, et les retards de réception des documents nécessaires à l'inscription à la sécurité sociale continuent de laisser sans abri ni ressources nombre de personnes dans ce cas.
84. Une étude réalisée en 2022 par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Croix-Rouge britannique a révélé qu'une transition aussi courte exposait ces personnes à l'exploitation et les poussait à accepter des offres d'emploi ou de logement douteuses¹²⁶. En décembre 2023, en réponse à des questions parlementaires, le Gouvernement britannique a précisé que les personnes restaient bénéficiaires de l'aide et du logement accordés pendant la demande d'asile pendant 28 jours à compter de la réception du permis de séjour

¹¹⁹ Voir https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5ac490f4e5274a0b1849f8c2/Integrated_Communities_Strategy.pdf

¹²⁰ Voir https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5c628e8bed915d043966be2f/Integrated_Communities_Strategy_Govt_Action_Plan.pdf

¹²¹ Gouvernement britannique (2019) *Welcome: a guide for new refugees*. Consultable à <https://www.gov.uk/government/publications/welcome-a-guide-for-new-refugees>.

¹²² Voir https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-03/nation-of-sanctuary-refugee-and-asylum-seeker-plan_0.pdf.

¹²³ Voir [Free bus and train travel advice for refugees | GOV.WALES](https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-03/nation-of-sanctuary-refugee-and-asylum-seeker-plan_0.pdf).

¹²⁴ British Red Cross, *Still an ordeal: The move-on period for new refugees*, 2018, consultable à <https://www.redcross.org.uk/about-us/what-we-do/we-speak-up-for-change/improving-the-lives-of-refugees/refugee-move-on-period>; UNHCR, Report: Participatory Assessment with newly-recognised Eritrean Refugees in the UK, septembre 2018, consultable à https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/A_Journey_Towards_Safety_A_report_on_the_experiences_of_Eritrean_refugees_in_the_UK-1.pdf; No Accommodation Network (NACCOM), *Mind the gap: Homelessness amongst newly recognised refugees*, mai 2018, consultable à https://nacom.org.uk/wp-content/uploads/2018/06/NACCOM-Homelessness-Report_2018-05-20_EMAIL.pdf; APPG, *Refugees Welcome? The experience of new refugees in the UK*, avril 2017, consultable à https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/APPG_on_Refugees_-_Refugees_Welcome_report.pdf.

¹²⁵ Notamment le remplacement de l'ancien système de prestations par un versement mensuel unique (*Universal Credit*), la mise en place du service de rendez-vous post-subsidation (PGAS) pour faciliter la prise de contact précoce entre les réfugiés nouvellement reconnus et le ministère responsable (DWP), l'apposition directe du numéro de sécurité sociale (NINO) sur le permis de séjour biométrique, ce qui réduit le délai de réception de la carte NINO.

¹²⁶ Voir [At Risk: Exploitation and the UK Asylum System - A Report by UNHCR and The British Red Cross | UNHCR UK](https://www.unhcr.org/fr/fr/news/story/2022/12/at-risk-exploitation-and-the-uk-asylum-system-a-report-by-unhcr-and-the-british-red-cross).

biométrique¹²⁷, ce qui donne à penser qu'elles peuvent avoir plus de 28 jours pour réagir. Il a toutefois indiqué qu'il n'entendait pas porter cette période à 56 jours¹²⁸.

85. Le Conseil gallois pour les personnes réfugiées a créé le service *Move on*¹²⁹, qui s'efforce d'aider celles qui viennent d'obtenir le statut à trouver rapidement un nouveau logement et un emploi ; cela constituerait une **bonne pratique**.
86. L'ECRI recommande en priorité aux autorités britanniques de prolonger le délai de passage de l'aide en cours de demande d'asile au régime général de protection sociale bien au-delà de 28 jours, de sorte qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'aide, notamment en ce qui concerne le logement et les versements indispensables à la subsistance.

Éducation

87. Le Gouvernement britannique finance en Angleterre l'enseignement de l'anglais langue étrangère pour le travail et les études (*English for Speakers of Other Languages*, ESOL) sur le budget de la formation d'adultes. Les personnes immigrées adultes de régions non décentralisées d'Angleterre peuvent en bénéficier gratuitement si elles sont au chômage, en recherche d'emploi et touchent certaines prestations, ou si elles ont un emploi à bas salaire. Un enseignement comparable est financé par l'État en Écosse ; il est dispensé dans la communauté, par exemple par des écoles et collèges.
88. Les établissements scolaires d'Irlande du Nord comptaient 18 356 élèves de familles immigrées en 2021-2022¹³⁰ (contre 17 694 en 2020-2021), soit 5 % des effectifs scolaires¹³¹. Le service d'éducation interculturelle d'Irlande du Nord aide les établissements à répondre aux besoins éducatifs supplémentaires des élèves en demande d'asile, réfugié·es et roms¹³². Cette aide revêt la forme d'ordinateurs portables et de connexions WIFI, de cours d'anglais de soutien, et d'assistance à l'inscription à l'école et aux demandes de repas scolaires gratuits, d'aide à l'achat d'uniformes et de transports scolaires.

Emploi

89. La proportion de fonctionnaires enregistrés comme appartenant à une minorité ethnique dans l'administration publique britannique¹³³ atteint le niveau record de 15,4 % (2023), soit légèrement moins que la moyenne du marché du travail. Mais ces personnes sont moins représentées aux niveaux plus élevés. Pour l'Écosse, les dernières estimations (2022) montrent que 6,2 % des membres du personnel de l'administration, de l'éducation et de la santé publiques de plus de 16 ans appartiennent à un groupe ethnique minoritaire (2,9 % en 2009).
90. Les taux d'emploi des travailleuses et travailleurs noirs, asiatiques et d'autres minorités ethniques ont aussi nettement augmenté hors du secteur public, mais ces groupes rencontrent encore de la discrimination sur le marché du travail¹³⁴. Environ une personne adulte sur dix d'origine noire, pakistanaise, bangladaise ou mixte serait au chômage, contre une sur vingt-cinq dans la population britannique

¹²⁷ Le permis de séjour biométrique (BRP) est un document indispensable pour ouvrir un compte en banque et candidater à un emploi ou demander des prestations.

¹²⁸ House of Lords Library, [Integration of newly recognised refugees](#), item 2.3, 15 January 2024.

¹²⁹ [Move On Service — Welsh Refugee Council \(wrc.wales\)](#).

¹³⁰ NI Statistics and Research Agency, 'Newcomer Pupils 2021/2022' (DoE, 2022).

¹³¹ *Ibid.*

¹³² [Intercultural Education Service \(IES\) | Education Authority Northern Ireland \(eani.org.uk\)](#).

¹³³ Les fonctionnaires d'origine asiatique (33 355) sont la minorité ethnique la plus représentée dans la fonction publique, suivie des fonctionnaires noirs (17 290).

¹³⁴ Runnymede (2021), *England Civil Society Submission to the United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD)*, section sur l'emploi.

blanche¹³⁵. Dans ses rapports de 2019 et 2023, le Congrès général des syndicats (*Trade Union General Congress, TUC*) arrive à des conclusions similaires ; les personnes noires et les autres groupes ethniques minoritaires auraient deux fois plus souvent des emplois précaires, y compris des « contrats zéro heure », que la population britannique blanche¹³⁶. On lit dans le rapport 2022 du TUC que les travailleuses et travailleurs noirs sont plus souvent mal notés dans les évaluations de performance, en butte au harcèlement et à des violences au travail, et ont moins de chances d'obtenir une promotion¹³⁷. L'ECRI encourage les autorités concernées à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination raciale et le harcèlement au travail en s'inspirant de sa Recommandation de politique générale n° 14 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde du travail.

91. Pour ce qui est de l'accès des personnes réfugiées au marché du travail, l'ECRI considère que le programme de deux ans de développement de l'employabilité des personnes réfugiées en Angleterre constitue une **bonne pratique**¹³⁸.

Logement

92. Le Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine a conclu de sa visite de 2023 que la moitié environ des familles noires vivaient dans des logements sociaux, et 21 % de ces foyers vivaient dans des conditions qui ne satisfaisaient pas à la norme britannique sur le logement décent. Il a également indiqué que le mécontentement et les sentiments d'insécurité suscités par les risques d'incendie, les impayés de loyers, la pauvreté énergétique, et les mauvaises performances énergétiques étaient particulièrement répandus dans ces foyers. Il ressort en outre de ses conclusions que les victimes de l'incendie de la tour Grenfell (juin 2017) ont été victimes de discriminations, de dénis et de négligences multiples et combinés avant, pendant et depuis le sinistre. L'ECRI renvoie à la recommandation formulée par le Groupe de travail d'experts dans son rapport relatif à l'enquête menée sur l'incendie de la tour Grenfell¹³⁹. Dans une perspective plus générale, l'ECRI encourage les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'accès à un logement sûr et décent aux personnes issues de minorités ou de l'immigration.

Soins de santé

93. L'ECRI se félicite des lignes directrices sur l'accès des visiteuses et visiteurs étrangers aux soins, et de la boîte à outils sur les besoins de santé des patientes et patients réfugié·es ou en demande d'asile publiée par la *British Medical Association*¹⁴⁰.
94. En ce qui concerne la façon dont les services de santé sont assurés, il est apparu lors de la visite de l'ECRI au Royaume-Uni qu'un grand nombre de femmes noires ou d'origine africaine ont été victimes de discrimination en matière de traitement et de soins, en particulier pour les services prénatals et postnatals et tout au long de l'accouchement. Elles ont trois fois plus de risques de mourir en couches que les

¹³⁵ UK Government *Race Disparity Audit*, révisé en 2018, page 10, consultable à https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/686071/Revised_RDA_report_March_2018.pdf.

¹³⁶ Voir [Zero Hour workers twice as likely to work "health risk" night shifts – TUC analysis | TUC](https://www.tuc.org.uk/news/1-8-workers-east-midlands-insecure-work-tuc-warns) and <https://www.tuc.org.uk/news/1-8-workers-east-midlands-insecure-work-tuc-warns>. Voir à ce sujet Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (2023), [Cinquième Avis sur le Royaume-Uni](#), p. 4.

¹³⁷ [2 in 5 BME workers experience racism at work – new TUC report | TUC](#).

¹³⁸ [Refugee Employability Programme — GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/686071/Refugee_Employability_Programme.pdf).

¹³⁹ Groupe d'experts des Nations Unies sur les peuples de descendance africaine (2023), [Report](#) on the visit to the United Kingdom. Voir aussi [end-of-visit statement](#) (2023).

¹⁴⁰ Consultable à [Refugee and asylum seeker health toolkit \(bma.org.uk\)](https://www.bma.org.uk/health-toolkit).

femmes blanches¹⁴¹. Des membres noirs des professions de santé ont jugé le racisme et la discrimination très répandus dans les soins de santé maternelle et infantile¹⁴².

95. L'ECRI recommande aux autorités concernées du Royaume-Uni : 1) de procéder à un contrôle approfondi de la formation initiale et continue des membres des professions de santé ainsi que des procédures standard de fonctionnement et des codes de conduite qui leur sont applicables dans un but de prévention efficace de tout préjugé racial dans les attitudes et les comportements du personnel de santé et de toute forme de discrimination raciale dans la fourniture des soins de santé dans les hôpitaux et autres établissements de santé publique, en accordant une attention particulière à la situation des patientes noires ; 2) de veiller à ce que soit sanctionné tout membre du personnel de santé ayant fait preuve d'attitudes ou de comportements racistes ou ayant commis ou toléré des actes discriminatoires dans l'administration de soins de santé.

Regroupement familial

96. Le Gouvernement britannique autorise les partenaire et enfants de personnes bénéficiant du statut de réfugié au Royaume-Uni de les rejoindre, dès lors qu'ils faisaient partie de la cellule familiale avant que lesdites personnes ne fuient leur pays. La définition de la famille est étroite et désigne essentiellement les conjoints et les enfants âgés de moins de 18 ans avant la fuite¹⁴³.

97. Or les familles de réfugiés sont souvent reconstituées à partir des restes de plusieurs ménages, dont les membres se soutiennent et dépendent les uns des autres pour leur survie¹⁴⁴. Ces foyers peuvent ne pas vraiment correspondre à la famille nucléaire britannique. Ce qui veut dire que 72 % des personnes interrogées dans le cadre d'une étude menée par le Conseil des réfugiés n'avaient pas droit au regroupement familial au regard des règles britanniques¹⁴⁵. Une certaine marge discrétionnaire permet toutefois de déroger aux règles d'immigration pour accorder un visa à des membres de la famille élargie pour des raisons humanitaires impérieuses ou des motifs visés à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Les fonctionnaires en charge des dossiers n'en feraient cependant que très rarement usage¹⁴⁶. L'ECRI invite les autorités concernées à veiller à ce que le cadre juridique relatif au regroupement familial soit appliqué avec cohérence et en pleine conformité avec les normes du Conseil de l'Europe et d'autres normes internationales.

Participation à la vie politique

98. Le droit de vote varie selon la nation constitutive du Royaume-Uni. En Angleterre et en Irlande du Nord, les ressortissants irlandais, du Commonwealth et de l'UE remplissant les conditions requises et dont le statut de résident permanent est antérieur au 31 décembre 2020 ou qui sont ressortissants d'un État membre du Commonwealth ou de l'UE avec lequel le Royaume-Uni a signé un traité bilatéral de réciprocité du droit de vote peuvent voter et se présenter aux élections locales. En Écosse et au pays de Galles, tous les ressortissants étrangers résident

¹⁴¹ [Maternal mortality 2020-2022 | MBRRACE-UK | NPEU \(ox.ac.uk\)](#)

¹⁴² Voir à ce sujet Groupe d'experts des Nations Unies sur les peuples de descendance africaine (2023), [Report on the visit to the United Kingdom](#).

¹⁴³ The UK Government may since recently, under certain circumstances, consider children over 18 for family reunification.

¹⁴⁴ UNHCR (2001), *Protecting the Family: Challenges in Implementing Policy in the Resettlement Context*, paragraphe 1(c), consultable à www.refworld.org/docid/4ae9aca12.html.

¹⁴⁵ Refugee Council, Oxfam (2018), *Safe but not Settled: The impact of family separation on refugees in the UK*, consultable à https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/Safe_but_not_settled.pdf.

¹⁴⁶ House of Lords (2017), *Second Reading Refugees (Family Reunion) Bill*, retrieved January 2022, consultable à [https://hansard.parliament.uk/lords/2017-12-15/debates/B90C7204-C90C-471D830F-AB8B7BC45F67/Refugees\(FamilyReunion\)Bill\(HL\)](https://hansard.parliament.uk/lords/2017-12-15/debates/B90C7204-C90C-471D830F-AB8B7BC45F67/Refugees(FamilyReunion)Bill(HL)).

légalement au Royaume-Uni, y compris les réfugiés, peuvent voter aux élections locales, et la plupart des personnes résidant légalement au Royaume-Uni et âgées de plus de 16 ans aux élections législatives écossaises. L'ECRI encourage les autorités concernées d'Angleterre et d'Irlande du Nord à veiller à ce que toutes les personnes de nationalité étrangère résidant légalement dans le pays aient le droit de vote et soient éligibles aux élections locales, comme le demande la Convention du Conseil de l'Europe sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local¹⁴⁷, et à ce qu'elles soient informées de ces droits.

B. Roms et Gens du voyage

99. Lors de sa visite de 2023, l'ECRI a appris du Gouvernement britannique qu'il est difficile de réunir des données sur les communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage, car nombre de leurs membres ne déclarent pas en faire partie pour se prémunir contre la stigmatisation et la discrimination.
100. Les autorités britanniques ont informé l'ECRI que des soutiens à ces communautés seraient mis en place au titre du plan d'action *Inclusive Britain*. L'ECRI constate toutefois que ce plan contient très peu de mentions explicites de ces communautés. Le pays de Galles a publié en 2018 un plan d'action en leur faveur¹⁴⁸. En Écosse, le plan d'action correspondant 2019-2021 a été prolongé jusqu'en septembre 2023¹⁴⁹. L'ECRI a été informée que l'adoption du nouveau plan d'action écossais pour cette population est prévue pour l'été 2024. Lors de sa visite de 2023 au Royaume-Uni, l'ECRI a eu l'impression que le gouvernement central agissait en faveur de personnes économiquement défavorisées dans l'ensemble du pays, avec le nouveau projet *community wealth fund* (fonds communautaire)¹⁵⁰, par exemple. Ces actions ne ciblent malheureusement pas explicitement les communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage.
101. L'ECRI recommande aux autorités britanniques d'adopter une stratégie spécifique à l'échelle du Royaume-Uni pour les communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage, après avoir dûment consulté leurs représentantes et représentants, les organisations de la société civile concernées et les organismes de promotion de l'égalité, et d'affecter des crédits suffisants à la mise en œuvre de cette stratégie ainsi qu'à son évaluation indépendante et régulière.
102. Le Gouvernement britannique a créé pour 2022-2023 un fonds de 10 millions de livres sterling qui aide les collectivités locales à aménager de nouvelles aires de transit et permanentes pour les Gens du voyage et à en rénover d'existantes, à fournir des aires de stationnement temporaire aménagées pour les Gens du voyage, ainsi qu'à faciliter l'accès des communautés de « Tsiganes », Roms et Gens du voyage aux soins de santé et à l'éducation.
103. La planification et la création d'aires d'accueil pour Gens du voyage incombent aux collectivités locales. Les politiques spécifiques d'aménagement des sites sont définies dans le document du Gouvernement britannique *Planning Policy for Traveller Sites* (Politique d'aménagement des aires d'accueil de Gens du voyage)¹⁵¹ et dans des directives similaires du Gouvernement gallois¹⁵². La pénurie systématique d'aires provient de la réticence des autorités locales à fournir des sites en nombre suffisant. Selon l'ONG *Friends, Families and Travellers*, seuls huit des 68 municipalités du Sud-Est de l'Angleterre avaient identifié en 2020 suffisamment de parcelles sur lesquelles pouvaient s'installer les Gens du voyage ;

¹⁴⁷ La Convention du Conseil de l'Europe sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local (STE n° 144) a été signée mais n'a pas encore ratifiée par le Royaume-Uni.

¹⁴⁸ Consultable à https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/enabling-gypsies-roma-and-travellers_0.pdf.

¹⁴⁹ Voir [Gypsy/Travellers action plan: 2023 — gov.scot \(www.gov.scot\)](https://www.gov.scot/publications/gypsy-travellers-action-plan-2023-2026/pages/1-1-introduction.aspx).

¹⁵⁰ Voir [Technical consultation on a Community Wealth Fund in England - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/consultations/technical-consultation-on-a-community-wealth-fund-in-england) and [Community Wealth Fund](https://www.gov.uk/government/consultations/community-wealth-fund).

¹⁵¹ Voir [Planning policy for traveller sites — GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/consultations/planning-policy-for-traveller-sites).

¹⁵² <https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-03/designing-gypsy-and-traveller-sites.pdf>

et les aires existantes étaient fréquemment de mauvaise qualité. Au pays de Galles, il y a aussi pénurie de sites d'accueil de caravanes, mais le plan d'action *Enabling Gypsy, Roma and Travellers* prévoit de nombreuses mesures d'amélioration de l'accès à un logement respectueux des spécificités culturelles. En Écosse, le *Gypsy/Traveller Accommodation Fund* fournit jusqu'à £20 millions pendant la période 2021-2026 pour multiplier et améliorer les logements dans le cadre de projets expérimentaux dans 6 collectivités locales. En Irlande du Nord, la proportion de Gens du voyage qui ont troqué la vie itinérante contre un logement social a nettement augmenté.

104. L'occupation de sites non autorisés a été érigée en infraction par la loi britannique sur la police, la criminalité, les peines et les tribunaux (*Police, Crime Sentencing and Courts Act*)¹⁵³, tout comme l'intrusion avec un véhicule. L'infraction peut entraîner la confiscation du véhicule. Le ministère de l'Intérieur a reconnu que cette loi peut désavantager les communautés de « Tsiganes », de Roms et de Gens du voyage, mais considère que la discrimination indirecte se justifie objectivement dans ce cas par les buts qu'il perçoit comme légitimes de prévention et d'investigation de la criminalité et de protection des droits d'autrui¹⁵⁴. L'un des motifs avancés par la police pour prendre des mesures contre les aires non autorisées est qu'elles pourraient causer « du désarroi » dans la population locale — une accusation bien facile à porter pour quiconque nourrit des sentiments anti-Roms¹⁵⁵. L'ECRI invite les autorités à agir résolument pour se conformer aux recommandations formulées à ce sujet par d'autres organes du Conseil de l'Europe, comme la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et le Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.
105. Les élèves « tsiganes », roms et de la communauté des Gens du voyage ont les résultats scolaires les plus faibles de tous les groupes ethniques du Royaume-Uni¹⁵⁶. Le Gouvernement britannique déclare avoir dépensé 1,4 million de livres sterling en soutien pédagogique ciblé pour les enfants et les jeunes « Tsiganes », Roms et Gens du voyage de certaines collectivités locales¹⁵⁷. Il s'agissait de réduire les taux de décrochage scolaire et de venir en aide aux jeunes qui ne sont pas scolarisés, employés ou en formation. Lors de sa visite au Royaume-Uni, la délégation de l'ECRI a entendu dire que certains établissements ne feraient guère d'efforts pour prévenir le décrochage scolaire parmi les élèves roms parce qu'il fait remonter les taux de présence. La délégation de l'ECRI n'en a pas moins observé de **bonnes pratiques** dans des établissements où des élèves roms d'Europe de l'Est et d'autres élèves d'origines diverses obtenaient de très bons résultats scolaires et accédaient à l'enseignement supérieur, en partie parce qu'ils avaient

¹⁵³ Consultable à [Police, Crime, Sentencing and Courts Act 2022 \(legislation.gov.uk\)](https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2022/29/section/1).

¹⁵⁴ Voir [Home Office measures in the Police, Crime, Sentencing and Courts Bill: Equalities Impact Assessment - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/114444/Home_Office_measures_in_the_Police_Crime_Sentencing_and_Courts_Bill_Equalities_Impact_Assessment_-_GOV.UK.pdf) et ACFC (2023), Cinquième Avis sur le Royaume-Uni, paragraphe 57. Dans son rapport sur le Royaume-Uni, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe dit que la loi PCSC introduit des mesures répressives à l'encontre des communautés tsiganes, roms et de Gens du voyage et que, en violation des obligations du Royaume-Uni découlant de la Convention européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence qui s'y rapporte, ce texte contribue à la criminalisation *de facto* des membres de ces communautés qui mènent un mode de vie nomade. Voir Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2022), paragraphe 30, consultable à <https://rm.coe.int/report-on-the-visit-to-united-kingdom-from-27-june-to-1-july-2022-by-d/1680a952a5>.

¹⁵⁵ L'article 60C de la loi sur la police, la criminalité, les peines et les tribunaux (PCSC) relatif à l'infraction par résidence sans autorisation sur un terrain dans ou avec un véhicule parle de dommages importants ou de perturbations importantes causés ou susceptibles de l'être par le comportement adopté ou susceptible de l'être par P alors que P se trouve sur le terrain ; ou du désarroi important causé ou susceptible de l'être par le comportement insultant adopté ou susceptible de l'être par P alors que P se trouve sur le terrain.

¹⁵⁶ Rapport alternatif Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et États membres de l'ONU : *Focus report on Gypsy, Roma and Traveller Communities de Friends, Families and Travellers*, mars 2022, page 15.

¹⁵⁷ Gouvernement britannique (2021), *£1 million education programme for Gypsy, Roma and Traveller children announced*. Consultable à <https://www.gov.uk/government/news/1-million-education-programme-for-gypsy-roma-and-traveller-children-announced>.

été encouragés et soutenus par l'éthique et les pratiques inclusives de ces écoles¹⁵⁸ où peuvent s'épanouir tous les enfants, d'où qu'ils viennent et quelle que soit leur première langue.

106. L'ECRI constate avec satisfaction que le gouvernement écossais a donné des directives aux autorités responsables de l'éducation sur l'amélioration des résultats scolaires des enfants et des jeunes issus de cultures itinérantes, et qu'il finance et soutient les travaux du *Scottish Traveller Education Programme* (STEP) pour aider les autorités responsables et les écoles. En Irlande du Nord, un groupe d'experts a soumis en 2021 des propositions d'amélioration de l'accès des « Tsiganes », Roms et Gens du voyage à l'éducation. Aucun progrès n'a cependant pu être fait, la paralysie de l'Exécutif d'Irlande du Nord jusqu'au début de l'année 2024 ayant empêché le vote du budget¹⁵⁹. L'ECRI renvoie à sa recommandation ci-dessus sur la définition d'une stratégie nationale de soutien aux communautés « tsiganes », roms et de Gens du voyage, et invite les autorités à faire de l'accès des enfants roms à l'éducation l'une de ses priorités, en s'inspirant de sa Recommandation de politique générale n° 13 sur la lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms.

IV. THÈMES SPÉCIFIQUES AU ROYAUME-UNI

Actes racistes commis par des forces de l'ordre et discrimination raciale dans les procédures pénales

107. Dans son précédent rapport sur le Royaume-Uni, l'ECRI s'était déclarée gravement préoccupée par l'atmosphère de suspicion créée à l'égard des musulmans par l'adoption de la législation antiterroriste de 2015. Ces inquiétudes ne se sont malheureusement pas dissipées ces dernières années¹⁶⁰.
108. Les pratiques policières assimilables au profilage racial de personnes noires et d'ascendance africaine en particulier ont suscité des préoccupations croissantes. Des chiffres de 2019-2020 cités dans les médias montrent par exemple qu'une personne noire avait neuf fois plus de risques d'être interpellée et fouillée qu'une personne blanche¹⁶¹. Il est vrai que la surreprésentation des personnes noires interpellées et fouillées semble avoir baissé ces dernières années. Les chiffres officiels de l'année qui s'est terminée en mars 2023¹⁶² indiquent que les personnes s'identifiant comme personnes noires ou personnes britanniques noires ont été fouillées quelque 4,1 fois plus souvent que les blanches dans l'ensemble de l'Angleterre et du pays de Galles, contre 5,5 au cours de l'année se terminant en mars 2021 et 4,8 au cours de celle se terminant fin mars 2022, soit deux années de baisse. Cela ne dissipe cependant pas les doutes que l'ECRI a depuis longtemps au sujet du taux beaucoup plus élevé d'interpellations et de fouilles de personnes noires et d'ascendance africaine que de personnes s'identifiant comme blanches ou comme appartenant à un autre groupe ethnique. Les doutes de l'ECRI concernent aussi les enfants noirs interpellés et fouillés par la police. Une affaire particulièrement notoire est celle dite « *Child Q* » (enfant « Q ») : une écolière noire de 15 ans accusée à tort de posséder de la drogue aurait été fouillée à nu à l'école sans les précautions requises¹⁶³. Les enquêtes du commissaire à l'enfance

¹⁵⁸ L'un de ces établissements a été distingué en février 2024 pour son inclusivité : [Babington Academy Achieves Flagship Status | IQM \(iqmaward.com\)](https://iqmaward.com).

¹⁵⁹ NI Assembly Hansard, "Written Question: A Fair Start — Diane Dodds MLA — AQW 3017/22-27", 26 janvier 2022.

¹⁶⁰ ECRI (2016), paragraphes 85-88, consultable à <https://rm.coe.int/cinquieme-rapport-sur-le-royaume-uni/16808b5759>. Voir aussi UN CERD (2016), *Concluding observations on the UK*, consultable à <https://www.refworld.org/pdfid/597b19ad4.pdf>, et Amnesty International (novembre 2023), *Report "This is the thought police, the Prevent Duty and its chilling effects on human rights"*.

¹⁶¹ Données 2019-2020, [Black people nine times more likely to face stop and search than white people | Police | The Guardian](https://www.theguardian.com/police/2021/01/15/black-people-nine-times-more-likely-to-face-stop-and-search-than-white-people) (consulté le 15 janvier 2024).

¹⁶² [Police powers and procedures: Stop and search and arrests, England and Wales, year ending 31 March 2023 - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/statistics/police-powers-and-procedures-stop-and-search-and-arrests-england-and-wales-year-ending-31-march-2023).

¹⁶³ [Child Q: Met officers could be sacked over schoolgirl's strip-search - BBC News](https://www.bbc.com/news/health-61111111). L'enquête n'est toujours pas terminée.

d'Angleterre révèlent que ce cas serait loin d'être isolé, et que les enfants noirs sont affectés de manière disproportionnée¹⁶⁴.

109. La délégation de l'ECRI a entendu, lors de sa visite au Royaume-Uni, plusieurs témoignages de profilage racial à propos des déplacements sur l'île d'Irlande. Le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne, mais il ne doit pas y avoir de contrôles systématiques à la frontière terrestre entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni (Irlande du Nord) ; or les contrôles d'identité des personnes ayant besoin d'une autorisation d'entrée électronique¹⁶⁵ se feraient parfois par profilage racial.
110. Les ordonnances de lutte contre les violences graves (*Serious Violence Reduction Orders - SVRO*) introduites par la loi de 2022 sur la police, la criminalité, les peines et les tribunaux (*Police, Crime, Sentencing and Courts Act*), élargissent les pouvoirs étendus d'interpellation et de fouille dont disposaient déjà les forces de l'ordre d'Angleterre et du pays de Galles et donnent à la police une latitude encore plus grande dans leur exercice à l'encontre des personnes faisant l'objet d'une telle ordonnance¹⁶⁶. Des études menées par des organisations de la société civile donnent à penser que les amples pouvoirs de police de ce type ont produit des résultats très disparates sur le plan racial, et ont affecté les personnes noires dans une mesure disproportionnée ; elles ont montré que le recours à ces ordonnances judiciaires ou civiles se traduisait par des niveaux croissants de comparution devant la justice pénale¹⁶⁷.
111. Il a été plusieurs fois signalé à l'ECRI que la doctrine de l'entreprise criminelle commune (*joint enterprise doctrine*), qui s'applique en *common law* anglaise aux personnes aidant ou encourageant d'autres personnes à commettre une infraction, aurait fait accuser et condamner à tort des personnes qui s'étaient simplement trouvées à proximité immédiate de l'acte ou qui n'avaient eu qu'un lien fortuit avec ses auteurs. Cette doctrine semble avoir été appliquée d'une façon disproportionnée aux personnes noires et d'autres minorités ethniques¹⁶⁸. En février 2023, le ministère public (*Crown Prosecution Service*) a lancé un projet pilote de surveillance des poursuites pour entreprise criminelle commune en Angleterre et au pays de Galles¹⁶⁹. Les premiers résultats ont confirmé que les jeunes hommes noirs de 18 à 24 ans constituaient en valeur absolue le groupe le plus nombreux d'accusés dans ce type d'affaires¹⁷⁰.
112. L'ECRI reconnaît que des actions exemplaires¹⁷¹ ont été entreprises pour revoir les normes et les pratiques de répression du crime et dépister les actes racistes, dont le profilage racial et d'autres formes de discrimination raciale, au sein des services de police et de la justice pénale en général. À ce propos, l'ECRI prend note des travaux portant sur l'élaboration d'un « Plan d'action sur la prise en compte du facteur « race » dans les activités de la police : améliorer les services

¹⁶⁴ Voir [Child Q and the use of strip searching: progress so far | Children's Commissioner for England \(childrenscommissioner.gov.uk\)](https://www.childrenscommissioner.gov.uk/child-q-and-the-use-of-strip-searching-progress-so-far/).

¹⁶⁵ Voir [Electronic Travel Authorisation \(ETA\) — Border People](#).

¹⁶⁶ Une ordonnance SVRO émane d'une juridiction civile à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction commise avec un objet tranchant ou une arme offensive. Elle peut être émise à la demande du ministère public, et habilite la police à fouiller la personne qui en fait l'objet, à vérifier si elle porte sur elle un objet tranchant ou une arme offensive, et à l'interpeller dans le but d'effectuer cette fouille dès lors que ladite personne se trouve dans un lieu public. Pour plus ample information, voir [Serious violence reduction orders : statutory guidance \(accessible\) — GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).

¹⁶⁷ [Against Serious Violence Reduction Orders: discriminatory, harmful and counterproductive \(runnymedetrust.org\)](#).

¹⁶⁸ Groupe d'experts des Nations Unies sur les peuples de descendance africaine (2023), [Report on the visit to the United Kingdom](#). Voir aussi [end-of-visit statement](#) (2023).

¹⁶⁹ [Joint enterprise prosecutions to be monitored for racial bias | Joint enterprise | The Guardian](#).

¹⁷⁰ [Crown Prosecution Service Joint Enterprise Pilot 2023: Data Analysis | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).

¹⁷¹ Voir Groupe d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine (2023), paragraphe 7, consultable à <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/racism/wgeapd/statements/2023-01-27/eom-statement-UK-WGEPAD-2023-01-27.pdf>.

de police pour les personnes noires », élaboré par le Conseil national des chefs de police et le Collège de la police, ainsi que du processus de consultation qui s'en est suivi avec diverses parties prenantes¹⁷². À cet égard, divers interlocuteurs rencontrés par la délégation de l'ECRI au cours de la visite ont estimé que, depuis le rapport d'enquête Stephen Lawrence¹⁷³, il n'y avait pas eu d'examen approfondi du racisme institutionnel vécu par les membres des groupes de personnes noires et d'autres personnes appartenant à des groupes relevant du mandat de l'ECRI dans les activités des fonctionnaires de police et d'autres acteurs de la justice pénale. De l'avis de l'ECRI, des recherches plus approfondies sur le racisme et la discrimination raciale mentionnées au paragraphe 80 devraient également porter sur la question du racisme institutionnel au sein des services de police.

113. L'ECRI recommande aux autorités britanniques 1) de s'assurer que les lois et les politiques de lutte contre le terrorisme et la violence criminelle ne sont pas directement ou indirectement discriminatoires à l'égard des groupes qui relèvent de son mandat, en particulier les personnes musulmanes, noires ou d'ascendance africaine, et de prendre toutes les mesures qui s'imposent au niveau législatif et dans leurs politiques ; 2) de mieux demander des comptes à la police en cas d'acte raciste ou de profilage racial, notamment en finançant à hauteur suffisante des actions telles que les enquêtes menées par l'Independent Office for Police Conduct (bureau indépendant de contrôle des comportements de la police) sur l'expérience des personnes noires ou d'autres minorités ethniques lorsqu'elles s'adressent au service des plaintes concernant la police.

114. L'ECRI se félicite des efforts consacrés par le Royaume-Uni à la diversification des forces de police, des ministères publics et de la justice. Elle constate avec intérêt que la proportion de personnes issues de minorités ethniques au sein de la police a atteint son niveau le plus haut en décembre 2022. Mais elle a aussi constaté, lors de sa visite au Royaume-Uni, qu'il reste beaucoup à faire, notamment au niveau de la rétention et des carrières¹⁷⁴.

115. L'ECRI recommande aux autorités concernées de faire davantage, y compris en émettant des lignes directrices, pour faciliter le recrutement, la rétention et l'évolution des carrières des membres des communautés noires et d'autres groupes relevant de son mandat au sein des services de police et des ministères publics, ainsi que (par les voies appropriées) dans la justice.

¹⁷² Police Race Action Plan (npcc.police.uk)

¹⁷³ L'enquête Stephen Lawrence - GOV.UK (www.gov.uk). Voir, à ce propos, Police Race Action Plan (npcc.police.uk)

¹⁷⁴ Voir à ce sujet [Inclusive Britain update report — GOV.UK \(www.gov.uk\)](#), [Workforce diversity data | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#) ; Ministry of Justice – Official Statistics – [Diversity in the Judiciary](#) (2023).

RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE

Les deux recommandations spécifiques pour lesquelles l'ECRI demande aux autorités du Royaume-Uni une mise en œuvre prioritaire sont les suivantes :

- (§ 54) L'ECRI recommande de définir et d'adopter pour l'Angleterre, en étroite concertation avec les acteurs concernés de la société civile, un nouveau plan d'action national pour les personnes LGBTI assorti d'objectifs concrets et mesurables ainsi que d'un calendrier de mise en œuvre et d'une évaluation d'impact. Pour préparer ce plan, les autorités devraient s'inspirer de la Recommandation de politique générale n° 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI. Il conviendra si nécessaire de demander son soutien au Conseil de l'Europe.
- (§ 86) L'ECRI recommande aux autorités britanniques de prolonger le délai de passage de l'aide en cours de demande d'asile au régime général de protection sociale bien au-delà de 28 jours, de sorte qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'aide, notamment en ce qui concerne le logement et les versements indispensables à la subsistance. Un processus de suivi intermédiaire pour ces deux recommandations sera mené par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

Un processus de suivi intermédiaire pour ces deux recommandations sera mené par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

LISTE DES RECOMMANDATIONS

L'emplacement des recommandations dans le texte du rapport est indiqué entre parenthèses.

1. (§10) L'ECRI recommande vivement aux autorités i) d'harmoniser les dispositions concernant les compétences, l'indépendance et l'efficacité du Conseil pour l'égalité et du Médiateur avec les Recommandations de politique générale no 2 sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national et no 7 sur la législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale ; ii) de veiller à ce que les deux organismes soient dotés des ressources financières et humaines nécessaires pour s'acquitter de manière appropriée de leur mission y compris, le cas échéant, au niveau régional.
2. (§17) L'ECRI recommande aux autorités i) de veiller à ce que l'éducation aux droits humains inclue la prévention du racisme et de l'intolérance et, en particulier, une sensibilisation aux questions liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et aux caractéristiques sexuelles, d'une manière adaptée à l'âge, dans l'environnement scolaire; ii) d'assurer dans le cadre de la formation obligatoire une formation appropriée des enseignants sur les droits humains, le respect de la diversité et la conduite à tenir face aux préjugés et à la discrimination, et de mener des évaluations de ces formations.
3. (§22) L'ECRI recommande aux autorités de recueillir des données ventilées par genre sur les actes racistes et anti-LGBTI dans les établissements scolaires, y compris sur les raisons spécifiques des comportements de harcèlement. Ces données devraient servir de base à l'élaboration de réponses plus ciblées face au harcèlement à l'école, notamment de nouvelles campagnes de prévention et des formations pour les enseignants et les autres professionnels travaillant avec des enfants dans les écoles.
4. (§34) L'ECRI recommande aux autorités d'engager des travaux en vue de l'adoption d'un cadre juridique donnant aux couples de même sexe la possibilité de voir leur relation reconnue et protégée pour remédier aux problèmes d'ordre pratique liés à la réalité sociale dans laquelle ils vivent, à la lumière de la Recommandation de politique générale no 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les personnes LGBTI et des autres normes pertinentes du Conseil de l'Europe.
5. (§37) L'ECRI recommande aux autorités d'engager des travaux en vue de l'adoption d'un cadre juridique donnant aux couples de même sexe la possibilité de voir leur relation reconnue et protégée pour remédier aux problèmes d'ordre pratique liés à la réalité sociale dans laquelle ils vivent, à la lumière de la Recommandation de politique générale no 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les personnes LGBTI et des autres normes pertinentes du Conseil de l'Europe.
6. (§48) L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, de mettre en place un cadre juridique régissant expressément les conditions et procédures de reconnaissance juridique du genre et d'élaborer des lignes directrices claires sur la mise à disposition de soins d'affirmation de genre, à la lumière de la Recommandation de politique générale no 17 de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les personnes LGBTI et des autres normes pertinentes du Conseil de l'Europe .
7. (§55) L'ECRI recommande d'encourager vivement les personnalités publiques, tels que les hauts fonctionnaires, les responsables politiques, les chefs religieux, les dirigeants économiques et les responsables de communautés, à prendre position rapidement, fermement et publiquement contre tout discours de haine raciste et LGBTIphobe, à répondre à toute expression de ce type en y opposant fermement

un contre-discours et un discours alternatif et à promouvoir la compréhension entre les groupes, notamment en exprimant leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine. Les organes élus et les partis politiques devraient adopter des codes de conduite adaptés interdisant le discours de haine, appeler leurs membres et sympathisants à ne pas tenir ce genre de discours ni à le cautionner ou le diffuser et prévoir des sanctions. L'ECRI renvoie à cet égard à sa Recommandation de politique générale n° 15 sur la lutte contre le discours de haine, à la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre le discours de haine et à la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive, telle qu'approuvée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2443 (2022).

8. (§58) L'ECRI recommande aux autorités : i) de prendre des mesures efficaces pour faire mieux connaître au grand public le cadre juridique concernant le discours de haine ainsi que les voies de recours disponibles pour les victimes ; ii) de dispenser aux fonctionnaires de police une formation complète sur la manière d'utiliser au mieux les dispositions légales existantes en matière de lutte contre le discours de haine ; iii) d'intensifier leurs efforts pour garantir une bonne coordination et une bonne coopération entre les autorités chargées de l'application des lois et les autres organes concernés.
9. (§67) L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures pour prévenir et combattre le discours de haine en ligne conformément à la Recommandation de politique générale no 15 de l'ECRI sur la lutte contre le discours de haine et à la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine, notamment i) en définissant et en délimitant les devoirs et les responsabilités des parties prenantes étatiques et non étatiques dans la lutte contre le discours de haine en ligne ; ii) en établissant des règles et des procédures claires permettant une coopération efficace avec ces parties prenantes et entre elles concernant l'évaluation de la gravité des cas de discours de haine en ligne et les enquêtes à mener ; iii) en veillant à ce que les procédures et conditions de retrait ainsi que les règles et responsabilités imposées aux intermédiaires d'internet soient transparentes, claires et prévisibles et que ces procédures soient assorties de garanties procédurales adéquates ; iv) en dotant les autorités judiciaires du pouvoir d'autoriser, d'approuver et d'ordonner la suppression des contenus haineux ou le blocage des sites y ayant recours.
10. (§78) L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures supplémentaires pour faire en sorte que toutes les affaires présumées de crimes de haine fassent l'objet d'une enquête et de poursuites effectives, en prenant en compte de manière systématique tout potentiel motif fondé sur un préjugé dès le début des investigations et dans toute procédure pénale ultérieure.
11. (§90) L'ECRI recommande aux autorités (i) d'accorder aux ressortissants étrangers résidant en République de Moldova le droit de vote et le droit de se porter candidat aux élections locales ; (ii) de signer et de ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local.
12. (§91) L'ECRI recommande aux autorités, à titre prioritaire, d'allouer un financement suffisant pour augmenter significativement le nombre de médiateurs communautaires, de mettre en place une politique propre à assurer le recrutement et le maintien en poste des médiateurs communautaires et de veiller à ce qu'ils bénéficient de bonnes conditions de travail. (§95) L'ECRI recommande aux autorités i) de mettre correctement en œuvre le Programme 2022-2025 de soutien à la population rom en garantissant des ressources financières pérennes et suffisantes. Dans ce contexte, les domaines de l'éducation, de l'emploi et des soins de santé devraient être prioritaires dans la mise en œuvre du programme et les besoins spécifiques des femmes roms devraient être pris en compte ; ii) de réaliser une évaluation complète et indépendante de la mise en œuvre du Programme 2022-2025 de soutien à la population rom ; iii) de procéder à une évaluation des besoins

des Roms dans le domaine du logement, en étroite coopération avec la communauté rom, puis d'adopter toutes les mesures ciblées requises.

13. (§95) L'ECRI recommande aux autorités de prendre des mesures résolues pour améliorer la qualité et augmenter significativement le nombre d'heures d'enseignement du roumain en tant que deuxième langue dans les « écoles de minorités », aux niveaux primaire et secondaire, afin de lutter contre les inégalités dans le système scolaire.
14. (§99) L'ECRI recommande aux autorités i) de développer le cadre juridique en définissant et en interdisant le profilage racial dans les activités de la police, à la lumière de sa Recommandation de politique générale n° 11 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police ; ii) d'organiser des formations tant initiale que continue à l'intention des membres des forces de l'ordre sur la prévention du profilage racial (et de toute autre forme de discrimination), y compris sur l'application du principe de soupçon raisonnable.
15. (§109) L'ECRI recommande de veiller à ce que toutes les personnes déplacées d'Ukraine à la suite de la guerre d'agression menée par la Russie bénéficient du même niveau de protection et d'assistance, indépendamment de leur origine nationale ou ethnique ou de toute autre caractéristique ou statut personnel.

Cette bibliographie fournit la liste des principales sources d'informations publiques ayant été utilisées lors de l'examen de la situation au Royaume-Uni: elle ne doit pas être considérée comme une liste exhaustive de toutes les sources d'informations mises à la disposition de l'ECRI durant la préparation du rapport.

Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

1. ECRI (2019), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées au Royaume-Uni, CRI(2019)28.
2. ECRI (2016), Cinquième rapport sur le Royaume-Uni, CRI(2016)38.
3. ECRI (2013), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées sur le Royaume-Uni, CRI(2013)6.
4. ECRI (2010), Quatrième rapport sur le Royaume-Uni, CRI(2010)4.
5. ECRI (2005), Troisième rapport sur le Royaume-Uni, CRI(2005)27.
6. ECRI (2001), Deuxième rapport sur le Royaume-Uni, CRI(2001)6.
7. ECRI (1999), Rapport sur le Royaume-Uni, CRI(99)5.
8. ECRI (1996), [Recommandation de politique générale n° 1](#) : La lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance, CRI(96)43.
9. ECRI (2018), [Recommandation de politique générale n° 2 \(révisée\)](#) : Les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, CRI(2018)6.
10. ECRI (1998a), [Recommandation de politique générale n° 3](#) : La lutte contre le racisme et l'intolérance envers les Roms/Tsiganes, CRI(98)29.
11. ECRI (1998b), [Recommandation de politique générale n° 4](#) : Enquêtes nationales sur l'expérience et la perception de la discrimination et du racisme par les victimes potentielles, CRI(98)30.
12. ECRI (2022), [Recommandation de politique générale n° 5 \(révisée\)](#): La prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans, CRI(2022)06..
13. ECRI (2000c), [Recommandation de politique générale n° 6](#) : La lutte contre la diffusion de matériels racistes, xénophobes et antisémites par l'Internet, CRI(2001)1.
14. ECRI (2003), [Recommandation de politique générale n° 7](#) : La législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, CRI(2003)8rev, telle qu'amendée en 2017..
15. ECRI (2004a), [Recommandation de politique générale n° 8](#) : Lutter contre le racisme tout en combattant le terrorisme, CRI(2004)26.
16. ECRI (2021), [Recommandation de politique générale n° 9 \(révisée\)](#): La prévention et la lutte contre l'antisémitisme, CRI(2021)28.
17. ECRI (2007a), [Recommandation de politique générale n° 10](#) : Lutter contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire, CRI(2007)6.
18. ECRI (2007b), [Recommandation de politique générale n° 11](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police, CRI(2007)39.
19. ECRI (2009), [Recommandation de politique générale n° 12](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport, CRI(2009)5.
20. ECRI (2011), [Recommandation de politique générale n° 13](#) : La lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms, CRI(2011) 37rev, telle qu'amendée en 2020.
21. ECRI (2012), [Recommandation de politique générale n° 14](#) : La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde du travail, CRI(2012)48.
22. ECRI (2016a), [Recommandation de politique générale n° 15](#) : La lutte contre le discours de haine, CRI(2016)15.
23. ECRI (2016b), [Recommandation de politique générale n° 16](#) : La protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, CRI(2016)16.
24. ECRI (2023), [Recommandation de politique générale n° 17](#) sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les personnes LGBTI.
25. ECRI (2022), [Glossaire de l'ECRI](#).

Autres sources (listées par ordre alphabétique)

26. African Rainbow Family, [More Than Simply Gay \(africanrainbowfamily.org\)](http://africanrainbowfamily.org).
27. Al Jazeera (2023, March 11), [BBC sport coverage in disarray over Gary Lineker free speech row | Media News | Al Jazeera](#).
28. All Party Parliamentary Group on Refugees APPG (2017, April), Refugees Welcome? The experience of new refugees in the UK, available at: https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/APPG_on_Refugees_-_Refugees_Welcome_report.pdf.
29. Amnesty International (2022, June 7), [An Obstacle Course: Homelessness Assistance and the Right to Housing in England - Amnesty International](#).
30. Amnesty International (2023, November), This is the thought police, the Prevent Duty and its chilling effects on human rights, https://www.amnesty.org.uk/files/2023-11/Amnesty%20UK%20Prevent%20report%20%281%29.pdf?VersionId=.hjlwRZuHiGd1_IEXroFwg25jyBtwur
31. BBC News (2023, September 14), [Colombian migrant begged to be sent home - but died in UK detention - BBC News](#).
32. BBC News (2023, November 29); [West Belfast: Anti-immigration signage a 'hate incident' - BBC News](#).
33. BBC News (2023, September 20), [Racist attacks: 'Discomfort with diversity' behind south Belfast incidents - BBC News](#).
34. BBC News (2019, October 29), [Grenfell Tower: What happened - BBC News](#).
35. BBC News (2020, July 7), [Grenfell Tower inquiry: Fire 'inextricably linked with race' - BBC News](#).
36. BBC News (2023, September 14), [Child Q: Met officers could be sacked over schoolgirl's strip-search - BBC News](#)
37. Border People, [Electronic Travel Authorisation \(ETA\) - Border People](#).
38. British Medical Association (BMA) (2021, December 17), Health implications of the hostile environment, <https://www.bma.org.uk/media/4927/bma-health-implications-of-the-hostile-environment-dec-2021.pdf>.
39. BMA (2023, February 6), [Overseas visitors and access to referrals - Access to healthcare for overseas visitors - BMA](#)
40. BMA (2023, September 4), [Refugee and asylum seeker health toolkit \(bma.org.uk\)](#).
41. British Red Cross (2018), Still an ordeal: The move-on period for new refugees, available at: <https://www.redcross.org.uk/about-us/what-we-do/we-speak-up-for-change/improving-the-lives-of-refugees/refugee-move-on-period>.
42. Children's Commissioner (2023, April 27), [Child Q and the use of strip searching: progress so far | Children's Commissioner for England \(childrenscommissioner.gov.uk\)](#).
43. Commission on Race and Ethnic Disparities (CRED) (2021, March), Commission on Race and Ethnic Disparities: The Report. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/974507/20210331_-_CRED_Report_-_FINAL_-_Web_Accessible.pdf.
44. Community Security Trust (CST), [CST – Protecting Our Jewish Community](#).
45. Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire (2017), Résolution 2191 (2017), [Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes](#).
46. Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire (2015), [C:\Users\thereau\Documents\Résolution 2048 \(2015\).pdf](#) Résolution 2048 (2015) : La discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe.
47. Conseil de l'Europe, Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (ACFC) (2023), [Cinquième Avis sur le Royaume-Uni](#).
48. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2011), La discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre en Europe, 2ème édition.
49. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2015), [Droits de l'homme et personnes intersexes – Document thématique](#).

50. Council of Europe, Commissioner for Human Rights (2022), Dunja Mijatović, Report following her visit to the United Kingdom from 27 June to 1 July 2022, available at <https://rm.coe.int/report-on-the-visit-to-united-kingdom-from-27-june-to-1-july-2022-by-d/1680a952a5>.
51. Council of Europe, Commissioner for Human Rights (2023, March 24), Letter to the speakers of the lower and upper houses of the UK Parliament, Parliamentarians should uphold the United Kingdom's international obligations when scrutinising the "Illegal Migration Bill" <https://www.coe.int/en/web/commissioner-/parliamentarians-should-uphold-the-united-kingdom-s-international-obligations-when-scrutinising-the-illegal-migration-bill>.
52. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres (2022), Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine.
53. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres (2010), Recommandation CM/Rec(2010)5 sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, <https://www.coe.int/en/web/sogi/rec-2010-5>.
54. Conseil de l'Europe, Comité Directeur pour les Droits de l'Homme (CDDH) (2021), [Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés](#).
55. Conseil de l'Europe, Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, [Numéro STCE / Titre abrégé connu - Bureau des Traités \(coe.int\)](#).
56. Crown Prosecution Service (2023), [Crown Prosecution Service Joint Enterprise Pilot 2023: Data Analysis | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).
57. Crown Prosecution Service (2022, March 3), [Racist and Religious Hate Crime - Prosecution Guidance | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).
58. Crown Prosecution Service (2022, March 3), [Homophobic, Biphobic and Transphobic Hate Crime - Prosecution Guidance | The Crown Prosecution Service \(cps.gov.uk\)](#).
59. Danielle Cohen Immigration Law Solicitors Ltd, [LGBT Asylum | Claim Asylum In The UK \(daniellecohenimmigration.com\)](#).
60. Doctors of the World (DoTW) UK (2021, October 12), Safe Surgeries Toolkit, See <https://www.doctorsoftheworld.org.uk/wp-content/uploads/2021/10/Safe-Surgeries-Toolkit-2021.pdf>.
61. Electoral Reform Society, [Voter ID – Electoral Reform Society – ERS \(electoral-reform.org.uk\)](#).
62. Equality and Human Rights Commission (EHRC) (2022, June 28), The Public Sector Equality Duty (PSED), [The Public Sector Equality Duty \(PSED\) | EHRC \(equalityhumanrights.com\)](#).
63. EHRC (2023, July 12), [Equality watchdog extends Home Office legal agreement to improve practices following windrush](#).
64. Equality Commission for Northern Ireland (ECNI) and Northern Ireland Human Rights Commission (NIHRC) (2021, August), A Short Guide - Equality and Human Rights after Brexit: The UK Government's commitment under the Windsor Framework. Article 2(1) of the Framework, <https://www.equalityni.org/ECNI/media/ECNI/Publications/Delivering%20Equality/DMU/Brexit-YourRightsShortGuide-EasyRead.pdf>.
65. Euronews (2023, September 26), [Being gay isn't reason enough to claim asylum, says UK government official | Euronews](#).
66. European Network of National Human Rights Institutions (ENNHRI), [UN Paris Principles & Accreditation - ENNHRI](#).
67. Friends, Families and Travellers (2022, March), Shadow report to the Universal periodic Review Working Group and UN Member States: Focus report on Gypsy, Roma and Traveller Communities.
68. Free Movement, [Briefing: what is the hostile environment, where does it come from, who does it affect? - Free Movement](#).
69. Garden Court Chambers (2022, June 27), ["Racism & discrimination played a very real part in the response to this tragedy" - Grenfell Inquiry closing statement | News | Garden Court Chambers | Leading Barristers located in London, UK](#).
70. Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI) (2023), Sub-Committee on Accreditation (SCA) (2023, September & October), Report and Recommendations of the Session of SCA, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/nhri/ganhri/SCA-Report-Second-Session-2023-EN-new.pdf>

71. Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI) (2023), SCA (2022, October), Report and Recommendations of the Session of the SCA.
72. Greater London Authority, Mayor of London (2024, February 22), [Primary and secondary education \(5-16 year-olds\) | London City Hall](#).
73. Head, T. (2023, November), [Against Serious Violence Reduction Orders: discriminatory, harmful and counterproductive \(runnymedetrust.org\)](#).
74. House of Commons Library (2023, August 16), [The Common Travel Area and the special status of Irish citizens in UK law - House of Commons Library \(parliament.uk\)](#).
75. House of Lords (2017), Second Reading Refugees (Family Reunion) Bill. Retrieved January 2022, available at: [https://hansard.parliament.uk/lords/2017-12-15/debates/B90C7204-C90C-471D830F-AB8B7BC45F67/Refugees\(FamilyReunion\)Bill\(HL\)](https://hansard.parliament.uk/lords/2017-12-15/debates/B90C7204-C90C-471D830F-AB8B7BC45F67/Refugees(FamilyReunion)Bill(HL)).
76. Independent Hate Crime Review Team (2020), Hate Crime Legislation in NI: Independent Review (DoJ), <https://www.justice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/justice/hate-crime-review.pdf>.
77. InfoMigrants (2024, January 16), [UK: Around 100,000 people still waiting for decision on asylum claim - InfoMigrants](#).
78. InfoMigrants (2023, December 20), [Families kept apart by UK visa rules - InfoMigrants](#).
79. Institute for Public Policy Research (2020), [Access denied: The human impact of the hostile environment | IPPR](#).
80. International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), [Country Ranking | Rainbow Europe \(rainbow-europe.org\)](#).
81. International Commission of Jurists (2017), The Yogyakarta Principles Plus 10 - Additional Principles and State Obligation on the Application of International Human Rights Law in Relation to Sexual Orientation, Gender Expression and Sex Characteristics to Complement the Yogyakarta Principles, [Yogyakarta Principles Plus 10](#).
82. International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) Europe (2022), Rainbow Europe Map and Index.
83. Institute of Race Relations (IRR) (2020, November 23), [From CIAC to EHRC: the long view on current controversies - Institute of Race Relations \(irr.org.uk\)](#).
84. Institute of Race Relations (IRR) (2022, September 11), [Citizenship: from right to privilege - Institute of Race Relations \(irr.org.uk\)](#).
85. ITV News Wales (2023, February 7), [Welsh Government to seek devolution powers to simplify gender recognition | ITV News Wales](#).
86. ITV News Wales (7 February 2023), [LGBTQ+ Action Plan: Why the Welsh Government's gender powers aim is unlikely to succeed | ITV News Wales](#).
87. Joint Council for the Welfare of Immigrants (2019, April 9), <https://www.medact.org/wp-content/uploads/2019/04/Patients-Not-Passports-Challenging-healthcare-charging-in-the-NHS-Medact-2019.pdf>
88. Joint Council for the Welfare of Immigrants, Windrush scandal explained.
89. Just Like Us (2021), Growing up LGBT+, Cybil, [Just Like Us releases Growing up LGBT+ report on bullying, schools and mental health - Just Like Us](#).
90. Kapoor, A. (2021, July 9), [Voter ID: a disproportionate solution to an invisible problem | The Runnymede Trust](#).
91. Le Monde (2023, March 13), [BBC reverses decision to suspend football commentator Gary Lineker after tweet uproar \(lemonde.fr\)](#).
92. National Police Chief's Council (NPCC), College of Policing (2022, May 19), The [Police Race Action Plan: Improving policing for Black people \(college.police.uk\)](#).
93. Nations Unies (ONU), Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2016, October 3), Observations finales concernant le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques, CERD/C/GBR/CO/21-23, tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2FC%2FGBR%2FCO%2F21-23&Lang=en
94. Nations Unies (ONU), Comité des droits de l'enfant (2023, juin 2), Observations finales concernant le rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord valant sixième et septième rapports périodiques, CRC/C/GBR/CO/6-7,

tinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2FC%2FGBR%2FCO%2F6-7&Lang=en.

95. No Accommodation Network (NACCOM) (2018, May), Mind the gap: Homelessness amongst newly recognised refugees, available at: https://nacom.org.uk/wp-content/uploads/2018/06/NACCOM-Homelessness-Report_2018-05-20_EMAIL.pdf.
96. Northern Ireland (NI) Executive, Department of Education (2021, April 14): [Schools to implement Addressing Bullying Act | Department of Education \(education-ni.gov.uk\)](https://www.education-ni.gov.uk/schools-to-implement-addressing-bullying-act).
97. NI Department of Justice (DoJ) (2021, July), Review of Hate Crime Legislation in Northern Ireland – Departmental Response, <https://www.justice-ni.gov.uk/sites/default/files/publications/justice/review-of-hate-crime-legislation-doj-response.pdf>.
98. NI DoJ: (2022) 'Improving the Effectiveness of Hate Crime Legislation in NI: A Public Consultation and Call for Views.
99. NI Statistics and Research Agency (2022), Newcomer Pupils 2021/2022 (DoE).
100. NI Education Authority, [Intercultural Education Service \(IES\) | Education Authority Northern Ireland \(eani.org.uk\)](https://www.eani.org.uk/intercultural-education-service).
101. NI Assembly Hansard (2022, January 26), Written Question: A Fair Start - Diane Dodds MLA - AQW 3017/22-27.
102. Ofcom (2024, November 2023), [New rules for online services: what you need to know - Ofcom](https://www.ofcom.gov.uk/consult/condocs/newrules/newrules_231123.pdf).
103. Pink News (2023, September 26), [Suella Braverman condemned over LGBTQ refugee comments \(thepinknews.com\)](https://www.thepinknews.com/news/suella-braverman-condemned-over-lgbtq-refugee-comments).
104. Pink News (2021, May 25), [Liz Truss suggests government's LGBT+ action plan has been scrapped \(thepinknews.com\)](https://www.thepinknews.com/news/liz-truss-suggests-government-s-lgbt-action-plan-has-been-scrapped).
105. Platform for International Co-operation on Undocumented Migrants (PICUM) (2022), Regularisation Measures, and Programmes. Why they matter and how to design them, available at https://picum.org/wp-content/uploads/2023/01/Regularisation-mechanisms-and-programmes_Why-they-matter-and-how-to-design-them_EN.pdf#new_tab.
106. Refugee Council, Oxfam (2018, January), Safe but not Settled: The impact of family separation on refugees in the UK, available at: https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/Safe_but_not_settled.pdf
107. Reuters (2022, October 31), [UK home secretary complains of asylum seeker 'invasion' | Reuters](https://www.reuters.com/world/europe/uk-home-secretary-complains-asylum-seeker-invasion-2022-10-31/).
108. Runnymede Trust (2021), Civil Society Report to United Nations CERD, <https://www.runnymedetrust.org/publications/civil-society-report-to-united-nations-cerd>.
109. Runnymede Trust (2021, July 9), [Voter ID: a disproportionate solution to an invisible problem | The Runnymede Trust](https://www.runnymedetrust.org/voter-id-a-disproportionate-solution-to-an-invisible-problem).
110. Runnymede (2023, November), Against Serious Violence Reduction Orders, available at [Against Serious Violence Reduction Orders: discriminatory, harmful and counterproductive \(runnymedetrust.org\)](https://www.runnymedetrust.org/against-serious-violence-reduction-orders-discriminatory-harmful-and-counterproductive).
111. Scottish Government, Anti Racism in Education Programme (AREP), [Anti-Racism in Education Programme - gov.scot \(www.gov.scot\)](https://www.gov.scot/publications/anti-racism-in-education-programme).
112. Scottish Government (2023, June 23), Learning for Sustainability [Learning for Sustainability - gov.scot \(www.gov.scot\)](https://www.gov.scot/publications/learning-for-sustainability)
113. Scottish Government (2023, March 21), [Building Racial Literacy Programme: FOI release - gov.scot \(www.gov.scot\)](https://www.gov.scot/publications/building-racial-literacy-programme-foi-release).
114. Scottish Government (2017), Respect for All: national approach to anti-bullying, available at: <https://www.gov.scot/publications/respect-national-approach-anti-bullying-scotlands-children-young-people/>.
115. Scottish Government, Police Scotland (2023, March), Hate Crime Strategy for Scotland, available at <https://www.gov.scot/binaries/content/documents/govscot/publications/strategy-plan/2023/03/hate-crime-strategy-scotland2/documents/hate-crime-strategy-scotland-march-2023/hate-crime-strategy-scotland-march-2023/govscot%3Adocument/hate-crime-strategy-scotland-march-2023.pdf>.
116. Scottish Government (2023), Gypsy/Travellers action plan.
117. [Scottish Human Rights Commission](https://www.humanrightscommission.gov.scot/protecting-human-rights-for-everyone-in-scotland), Protecting human rights for everyone in Scotland.
118. Singh, S. (2023, July), Independent Review of the implementation by the Conservative Party of the Singh Investigation Recommendations.

119. Sky News (2023, August 23), [Castleton Primary School in Glasgow fully embeds LGBT inclusive education](#).
120. Tell Mama – measuring anti-Muslim attacks, [Report in Anti-Muslim Hate or Islamophobia \(tellmamauk.org\)](#).
121. The detail (2023, September 28), [Race hate crimes in one area of Belfast have doubled since 2017 - Investigations & Analysis - Northern Ireland from The Detail](#).
122. The Guardian (2023, October 1), [Former race lead sues EHRC for race discrimination](#)
123. The Guardian (2023, October 4), [UK equality watchdog refuses to allow staff to speak up on race, tribunal hears](#).
124. The Guardian (2021, April 1), [Home Office signs legal agreement to ensure Windrush failures are not repeated | Home Office | The Guardian](#).
125. The Guardian (2023, March 30), [Sunak promises guidelines for schools on issues of gender identity](#).
126. The Guardian (2020, November 19), [Cut to anti-bullying funding in England for LGBTQ+ young people 'callous', Cut to anti-bullying funding in England for LGBTQ+ young people 'callous' | Bullying | The Guardian](#).
127. The Guardian (2022, March 18), [Child Q scandal: prominent Black Britons call on Met to right wrong, https://www.theguardian.com/uk-news/2022/mar/18/child-q-scandal-black-britons-letter-to-met-police](#).
128. The Guardian (2023, December 18), [Four in five UK immigration detainees released not deported, monitor says | Immigration and asylum | The Guardian](#).
129. The Guardian (2024, February 3), [What does return to power sharing mean for Northern Ireland? | Northern Irish politics | The Guardian](#).
130. The Guardian (2022, May 29), [Over 500 Ukrainian children stuck waiting for UK visa decision | Immigration and asylum | The Guardian](#).
131. The Guardian (2024, January 16), [Boris Johnson backs Tory rebels over Rwanda bill, Rishi Sunak's revised Rwanda plan still illegal, says UN refugee agency | Immigration and asylum | The Guardian](#).
132. The Guardian (2023, December 17), [What do the new UK visa rules mean for multinational families? | Immigration and asylum | The Guardian](#).
133. The Guardian (2020, October 27), [Black people nine times more likely to face stop and search than white people | Police | The Guardian](#).
134. The Guardian (2023, February 16), [Joint enterprise prosecutions to be monitored for racial bias | Joint enterprise | The Guardian](#).
135. The Guardian (2024, January 16), [Boris Johnson backs Tory rebels over Rwanda bill, Rishi Sunak's revised Rwanda plan still illegal, says UN refugee agency | Immigration and asylum | The Guardian](#).
136. The Guardian (2023, December 17), [What do the new UK visa rules mean for multinational families? | Immigration and asylum | The Guardian](#).
137. The Guardian (2020, October 27), [Black people nine times more likely to face stop and search than white people | Police | The Guardian](#).
138. The Independent (2019, September 2), [Islamophobic incidents rose 375% after Boris Johnson compared Muslim women to 'letterboxes', figures show | The Independent | The Independent](#).
139. The Independent (2019, September 2), [Islamophobic incidents rose 375% after Boris Johnson compared Muslim women to 'letterboxes', figures show | The Independent | The Independent](#).
140. The New York Times, [Britain Passes Sweeping New Online Safety Law, https://www.nytimes.com/2023/09/19/technology/britain-online-safety-law.html](#).
141. The Sun (2020, October 1), [I'll take dramatic action to stop Channel migrant crisis after 30,000 boats reached UK this year, says Suella Braverman | The Sun](#).
142. Time for Inclusive Education (tie.scot), [Time for Inclusive Education \(tie.scot\)](#)
143. Trades Union Congress (TUC) (2019, February 11), [Zero Hour workers twice as likely to work "health risk" night shifts – TUC analysis | TUC](#).
144. TUC (2023, August 14), [1 in 8 workers in East Midlands in insecure work, TUC warns | TUC](#).
145. TUC (2022, August 31), [2 in 5 BME workers experience racism at work – new TUC report | TUC](#).
146. UK Government (2020, December 17), [Speech, Fight For Fairness - The Minister for Women and Equalities, Liz Truss, sets out the Government's new approach to tackling inequality across the UK, https://www.gov.uk/government/speeches/fight-for-fairness](#).

147. UK Government, Department for Education (2023, December), Gender Questioning Children, Non-statutory guidance for schools and colleges in England, Draft for consultation.
148. UK Government, Department for Education (2017), Preventing and tackling bullying, available at: <https://www.gov.uk/government/publications/preventing-and-tackling-bullying>.
149. UK Government, Department for Education, the Education Hub (2021, November 16), [New funding to combat bullying in education - Everything you need to know - The Education Hub \(blog.gov.uk\)](#).
150. UK Government, Office for Standards in Education, Children's Services and Skills (Ofsted) (2023, July 14), [Education inspection framework \(EIF\) - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
151. UK Government, National statistics (2023, November 14), [Summary of latest statistics - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#)
152. UK Government, Home Office (2023, May 25), [Immigration system statistics data tables, year ending March 2023 - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
153. UK Government, Department for Education (2014, March 25), Guidance, [School applications for foreign national children and children resident outside England - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
154. UK Government, [Checking your tenant's right to rent: Who you have to check - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
155. UK Government, Government Equalities Office (2021, October 29), [The prevalence of conversion therapy in the UK - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
156. UK Government (2019, July 23), [John Mann appointed as independent adviser on antisemitism - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
157. UK Government, Department for Levelling Up, Housing and Communities (2021, April 8), [Hong Kong British Nationals \(Overseas\) Welcome Programme – information for local authorities - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
158. UK Government, Home Office, UK Border Agency (2009), Moving on together: government's recommitment to supporting refugees, <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/20091212110948/http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/sitecontent/documents/aboutus/workingwithasylumseekers/refugeeintegrationstrat>.
159. UK Government, Home Office (2010), Spotlight on Refugee Integration: findings from the survey of new refugees in United Kingdom. Home Office Research Report 37, available at: <http://goo.gl/8Vz4Ti>.
160. UK Government (2020) Welcome: a guide for new refugees, available at: <https://www.gov.uk/government/publications/welcome-a-guide-for-new-refugees>.
161. UK Government, [Ethnicity facts and figures – GOV.UK \(ethnicity-facts-figures.service.gov.uk\)](#).
162. UK Government (2022), [Inclusive Britain: government response to the Commission on Race and Ethnic Disparities - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
163. UK Government, Cabinet Office (2018), Race Disparity Audit (revised), available at https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/686071/Revised_RDA_report_March_2018.pdf.
164. UK Government (2023, September 20), [Refugee Employability Programme - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
165. UK Government, [Pay for UK healthcare as part of your immigration application: Overview - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
166. UK Government (2019), Form AN: guidance. Available at: <https://www.gov.uk/government/publications/form-an-guidance>.
167. UK Government, Ministry of Housing, Communities & Local Government and Lord Bourne of Aberystwyth (2019, June 6), [New national strategy to tackle Gypsy, Roma and Traveller inequalities - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
168. UK Government (2023, September 21), [Technical consultation on a Community Wealth Fund in England - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#) and [Community Wealth Fund](#).
169. UK Government, Department for Levelling Up, Housing and Communities and Ministry of Housing, Communities and Local Government (2023, December 19), Policy paper, [Planning policy for traveller sites - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
170. UK Government (Home Office) (2023, August 2), [Home Office measures in the Police, Crime, Sentencing and Courts Bill: Equalities Impact Assessment - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
171. UK Government, Ministry of Housing, Communities & Local Government, Department for Education, and Lord Stephen Greenhalgh (2021), £1 million education programme for Gypsy, Roma and Traveller children

- announced. Available at: <https://www.gov.uk/government/news/1-million-education-programme-for-gypsy-roma-and-traveller-children-announced>.
172. UK Government, Home Office (2023, November 6), [Police powers and procedures: Stop and search and arrests, England and Wales, year ending 31 March 2023 - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 173. UK Government (2023, April 17), [Inclusive Britain update report - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 174. UK Government, Department for Education (2014, March 25), Guidance, [School applications for foreign national children and children resident outside England - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 175. UK Government, Department for Levelling Up, Housing and Communities (2021, April 8), <https://www.gov.uk/guidance/hong-kong-uk-welcome-programme-guidance-for-local-authorities#hong-kong-uk-welcome-programme--summary>.
 176. UK Government, Home Office and UK Border Agency (2009), Moving on Together: Government's recommitment to supporting refugees, <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/20091212110948/http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/sitecontent/documents/aboutus/workingwithasylumseekers/refugeeintegrationstrat>
 177. UK Government, Home Office (2010), Spotlight on Refugee Integration: findings from the survey of new refugees in United Kingdom. Home Office Research Report 37, available at: <http://goo.gl/8Vz4Ti>
 178. UK Government (2019) Welcome: a guide for new refugees. Available at: <https://www.gov.uk/government/publications/welcome-a-guide-for-new-refugees>.
 179. UK Government, Home Office (2023, September 20), [Refugee Employability Programme - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 180. UK Government, [Pay for UK healthcare as part of your immigration application: How much you have to pay - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 181. UK Government (2019), Form AN: guidance. How to apply for citizenship by naturalisation if you are living in the UK. Available at: <https://www.gov.uk/government/publications/form-an-guidance>.
 182. UK Government (Ministry of Housing, Communities & Local Government and Lord Bourne of Aberystwyth (2019, June 6), [New national strategy to tackle Gypsy, Roma and Traveller inequalities - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 183. UK Government, [Technical consultation on a Community Wealth Fund in England](#) and [Community Wealth Fund](#).
 184. UK Government (2012, March 23), [Planning policy for traveller sites - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 185. UK Government, Home Office (2023, August 2), [Home Office measures in the Police, Crime, Sentencing and Courts Bill: Equalities Impact Assessment - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 186. UK Government (2021), £1 million education programme for Gypsy, Roma and Traveller children announced. Available at: <https://www.gov.uk/government/news/1-million-education-programme-for-gypsy-roma-and-traveller-children-announced>.
 187. UK Government, Home Office (2023, November 6), National statistics, [Police powers and procedures: Stop and search and arrests, England and Wales, year ending 31 March 2023 - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#).
 188. UK Parliament (2023, June 7), [The definition of "sex" in the Equality Act 2010 to be debated by MPs - Committees - UK Parliament](#).
 189. UK Parliament (2023, November 8), EDM (Early Day Motion)26: tabled on 08 November 2023, [Islamophobia Awareness Month - Early Day Motions - UK Parliament](#).
 190. UK Parliament, House of Commons Library (2023, August 19), [The Common Travel Area and the special status of Irish citizens in UK law - House of Commons Library \(parliament.uk\)](#).
 191. UK Parliament, Joint Committee on Human Rights (2024, February 12), Report - [Safety of Rwanda \(Asylum and Immigration\) Bill - Joint Committee on Human Rights \(parliament.uk\)](#).
 192. UNHCR (2018, September), Report: Participatory Assessment with newly-recognised Eritrean Refugees in the UK, available at, https://www.refugeecouncil.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/A_Journey_Towards_Safety_A_report_on_the_experiences_of_Eritrean_refugees_in_the_UK-1.pdf.
 193. UNHCR (2001, June), Protecting the Family: Challenges in Implementing Policy in the Resettlement Context, available at: www.refworld.org/docid/4ae9aca12.html.
 194. UNHCR UK (2022, August 3), [At Risk: Exploitation and the UK Asylum System - A Report by UNHCR and The British Red Cross | UNHCR UK](#).

195. United Nations (UN), Independent Expert on protection against violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity (2023, May 5), Country visit to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (24 April-5 May 2023), [End of mission statement](#).
196. UN, Office of the High Commissioner for Human Rights (2023, May 11) [UK: Keep calm and respect diversity, says UN expert | OHCHR](#).
197. UN, Working Group of Experts on People of African Descent (2023, January 27), End of mission statement by the United Nations Working Group of Experts on People of African Descent following its country visit to the UK (18-27 January 2023), available at <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/racism/wgeapd/statements/2023-01-27/eom-statement-UK-WGEPAD-2023-01-27.pdf>.
198. UN, Special Rapporteur on Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance (2018), End of mission statement at the conclusion of her mission to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in 2018 <https://www.ohchr.org/en/statements/2018/05/end-mission-statement-special-rapporteur-contemporary-forms-racism-racial?LangID=E&NewsID=23073>.
199. Welsh Government, Education Wales, [Curriculum for Wales - Hwb \(gov.wales\)](#).
200. Welsh Government (2023, February 7), LGBTQ+ Action Plan for Wales, <https://www.gov.wales/lgbtq-action-plan-wales>.
201. Welsh Government (2022, June 7), Anti-racist Wales Action Plan, [Anti-racist Wales Action Plan | GOV.WALES](#).
202. Welsh Government (2022), June 21), [Annual report on implementation of the recommendations from the Black, Asian and Minority Ethnic Communities, Contributions and Cynefin in the New Curriculum Working Group report \[HTML\] | GOV.WALES](#).
203. Welsh Government, School bullying: Rights, respect, equality guidance, available at <https://www.gov.wales/school-bullying>.
204. Welsh Government, Sanctuary, Help for sanctuary seekers to understand their rights, [Sanctuary | Choose a path \(gov.wales\)](#).
205. Welsh Government (2019, January), Nation of Sanctuary – Refugee and Asylum Seeker Plan, https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-03/nation-of-sanctuary-refugee-and-asylum-seeker-plan_0.pdf.
206. Welsh Government (2022, May 9), Guidance, [Free bus and train travel advice for refugees | GOV.WALES](#).
207. Welsh Government (2018, June), Enabling Gypsies, Roma and Travellers, https://www.gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/enabling-gypsies-roma-and-travellers_0.pdf.
208. Welsh Refugee Council, [Move On Service - Welsh Refugee Council \(wrc.wales\)](#).

ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

L'annexe qui suit (en anglais uniquement) ne fait pas partie de l'analyse et des propositions de l'ECRI concernant la situation au Royaume-Uni.

Conformément à la procédure pays-par-pays, l'ECRI a ouvert un dialogue confidentiel avec les autorités du Royaume-Uni sur une première version du rapport. Un certain nombre des remarques des autorités ont été prises en compte et ont été intégrées à la version finale du rapport (qui, selon la pratique habituelle de l'ECRI et sauf indication contraire, ne pouvait tenir compte que de développements jusqu'au 10 avril 2024, date de l'examen de la première version).

Les autorités ont demandé à ce que le point de vue suivant soit reproduit en annexe du rapport de l'ECRI.

With increasing diversity in the UK and 18% of the population being from an ethnic minority background, we are proud to be a country that embraces difference and encourages people to celebrate their individual identity. Backed by research, we know that the UK is one of the most open, welcoming and tolerant countries in the world. In recent surveys, the UK scores consistently highly, for example with 98% of people stating that they are comfortable living next to people of a different race, placing us third globally.

We are pleased to see that our efforts since the last reporting cycle have been acknowledged in this report, and the Commission has recognised several areas of good practice in the UK. For example, the Refugee Employability Programme in England, which has been operating since Autumn 2023, and aims to strengthen the support provided to refugees arriving through safe and legal routes to help them integrate into society and become self-sufficient more quickly, and the UK's longstanding investment in data.

We are not complacent, and agree with the Commission that inequalities do exist between different groups. The UK's detailed data collection means we can target specific disparities and take effective action to address them. We are pleased that the Commission recognised the UK Government's work in this area, including the world-leading 'Ethnicity Facts and Figures' website, which has been welcomed internationally for its open, data-driven approach.

At the same time, reading the Commission's reference to Inclusive Britain (paragraph 75) in its report, we feel that this over-simplifies the evidence we provided to the delegation during their visit. Our work suggests that ethnic disparities are often caused by a range of socio-economic factors, and not simply poverty. For example, our final report on COVID-19 inequalities concluded that "the main factors behind the higher risk of COVID-19 infection for ethnic minority groups include occupation (particularly for those in frontline roles, such as NHS workers), living with children in multigenerational households, and living in densely-populated urban areas with poor air quality and higher levels of deprivation".

Since the last monitoring period, successive governments have commissioned reviews of ethnic disparities, including race in the workplace, disproportionality in the criminal justice system, and detentions under the Mental Health Act. The findings of these reviews have helped us to take evidence-based actions to improve ethnic minority outcomes.

A new UK Government was elected in July 2024. The change of administration means how best to implement the Commission's recommendations is being considered as part of a wider portfolio of change. However, the Government has already committed to tackling barriers to opportunity and developing measures to root out racial inequalities specifically.

This includes our intention to legislate to extend the full right to make equal pay claims to ethnic minorities, and to introduce mandatory ethnicity pay reporting for larger employers, as well as other measures to combat racial inequality in the proposed Equality (Race and Ethnicity) Bill that was announced in the King's Speech in July.

Recognising the importance of national equality and human rights bodies in tackling inequalities, funding for the Equality and Human Rights Commission (EHRC) was increased to £17.5m for 2024/2025.

There has also been progress on health specifically, with the NHS's new Patient and Carer Race Equality Framework (PCREF). This is the NHS' first anti-racism framework and will be mandatory for all mental health service providers to embed across England from March 2025. Workforce also continues to be a priority for the Advancing Mental Health Equalities Strategy. Targeted work is already being delivered in areas such as clinical psychology, creating development and leadership opportunities and improving equity of access for aspiring psychologists from racialised backgrounds.

We note that the Commission has issued two priority recommendations for the UK Government, concerning LGBT+ equality and asylum support.

It is crucial that LGBT+ people are safe, included and protected from discrimination. To achieve this, we must end the recent dialogues of division. Work is already underway to fulfil the commitments set out in the Government's manifesto, advancing the rights and protections afforded to LGBT+ people. These include:

- delivering a full trans-inclusive ban on conversion practices, offering protection from these abusive practices while preserving the freedom for people, and those supporting them, to explore their sexual orientation and gender identity.
- implementing the recommendations of the Cass Review to ensure that gender questioning children and young people are receiving appropriate and high-quality care.
- modernising, simplifying and reforming the legal gender recognition process to remove indignities for trans people.
- delivering our commitment to make all existing strands of hate crime an aggravated offence.
- continuing our work with our international and European allies to advance LGBT+ rights and reinforce our position as a global leader on Human Rights.

The UK has a proud history of providing protection to those who need it, in accordance with our international obligations under the Refugee Convention and European Convention on Human Rights (ECHR). The Government is aware of the need for a smooth transition between asylum accommodation and other accommodation for those asylum seekers who are granted leave to remain. We are therefore considering whether any appropriate changes should be made to the move-on period.

Individuals should make plans to move on from asylum support as soon as they are served their asylum decision, regardless of when their Biometric Residence Permit (BRP) or Notice To Quit (NTQ) is issued. We offer support to all individuals through Migrant Help or their partner organisation in doing this. This includes providing advice on accessing the labour market, on applying for Universal Credit and signposting to local authorities for assistance with housing. Newly recognised refugees may be entitled to housing assistance from their local authority and are prioritised if they have children or are considered vulnerable. Individuals do not need to wait for their BRP to make a claim for benefits and are encouraged to do so as early as possible, if they require them.

We will provide further updates on these points in due course, as requested by the Commission.

While the UK is the sovereign state and is ultimately responsible for the whole country, several powers are devolved to the governments of Northern Ireland, Scotland and Wales including in areas which cover equalities issues.

The Welsh Government, acting within its devolved powers, continue to address issues of racism and intolerance through its Anti-racist Wales Action Plan (ArWAP) and the LGBTQ+ Action Plan. They are working on a second iteration of ArWAP which will include a focus on implementation and measurement. They are taking a holistic approach to tackling hate crime which includes preventative work, provision of support for victims, and awareness-raising activities, via the funding and delivery of a Wales Hate Support Centre, a Hate Hurts Wales campaign, and Welsh Government's Community Cohesion Programme.

Secrétariat de l'ECRI

Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine
Conseil de l'Europe

Tel.: +33 (0) 3 90 21 46 62

E-mail: ecri@coe.int

www.coe.int/ecri

 [@ECRI_CoE](https://twitter.com/ECRI_CoE)

www.coe.int

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) est une instance unique de suivi dans le domaine des droits de l'homme, spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la nationalité, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance en Europe; elle élabore des rapports et formule des recommandations aux Etats membres.

European Commission
against Racism and Intolerance


Commission européenne
contre le racisme et l'intolérance

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE